

Le prix du végétarisme Légitimité et autonomie culturelle de la caste en Inde contemporaine

Bulletin de Méthodologie Sociologique

1–44

© The Author(s) 2025

Article reuse guidelines:

sagepub.com/journals-permissions

DOI: 10.1177/07591063251317058

journals.sagepub.com/home/bms**Mathieu Ferry**

Laboratoire Printemps, Université Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines, Guyancourt, France

Abstract

At the Cost of Vegetarianism. Caste legitimacy and cultural autonomy in contemporary India. In contemporary India, vegetarianism remains a social marker of religion and caste position. Abstaining from consuming non-vegetarian foods (meat, fish, and eggs) is common among households belonging to Hindu castes of high social status and is most prevalent within Brahmin castes. However, the distinctive role of this diet raises questions in a society marked by strong economic inequalities where food is on average the primary household expense. This article examines the embeddedness of vegetarianism and meat consumption in the households' food basket, primarily marked by households' economic constraints. First, using household consumption statistical surveys, I uncover the social structure of food practices through a Multiple Correspondence Analysis (MCA) of budget coefficients devoted to food. Second, class-specific analyses (CSA) complete the statistical analysis by examining the degree of structural homology between regions of the Indian social space. Finally, longitudinal analysis captures the weight of economic constraints by comparing the evolution of vegetarianism in households according to their poverty status. Meanwhile, interviews with a diverse sample of the population of northwest India highlight how caste judgments are partly linked to economic position. The combination of two materials – the statistical analysis of the food basket composition of Indian households and the discursive justifications of food practices collected in interviews – highlights the salience of the vegetarian social norm but also puts its geographical and social scope in contemporary India into perspective.

Corresponding Author:

Mathieu Ferry, Laboratoire Printemps, Université Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines, 47, boulevard Vauban, 6ème étage, 78047 Guyancourt Cedex, France.

Email: mathieu.ferry@uvsq.fr

Résumé

Dans l'Inde contemporaine, le végétarisme reste un marqueur social de la religion et de la position de caste. L'abstinence à la consommation d'aliments non-végétariens (les viandes, les poissons et les œufs) est d'autant plus forte que les ménages appartiennent à une caste hindoue de statut social élevé, et est particulièrement importante au sein des castes brahmanes. Mais le rôle distinctif de ce régime alimentaire interroge dans une société marquée par de fortes inégalités économiques où l'alimentation est en moyenne le premier poste de dépenses des ménages. Cet article met en rapport l'opposition entre végétariens et non-végétariens au regard des autres logiques de distinctions alimentaires, marquées au premier rang par les contraintes économiques des ménages. À partir d'enquêtes statistiques de consommation des ménages, je mets premièrement au jour la structure sociale des pratiques alimentaires grâce à une Analyse des Correspondances Multiples (ACM) des coefficients budgétaires consacrés à l'alimentation. Ensuite, des analyses spécifiques de classe (ASC) permettent de compléter l'analyse factorielle en examinant le degré d'homologie structurale entre régions de l'espace social indien. Enfin, l'analyse longitudinale permet de saisir le poids de la contrainte économique en comparant l'évolution du végétarisme des ménages suivant leur rapport à la pauvreté. En parallèle, les entretiens auprès d'un échantillon diversifié de la population du nord-ouest de l'Inde mettent en lumière comment les jugements de caste sont en partie liés à la position économique. L'articulation des deux matériaux – recueil exhaustif de la composition du panier alimentaire et analyse discursive des rapports sociaux – permet de souligner la saillance de la norme sociale végétarienne, mais aussi de relativiser sa portée géographique et sociale dans l'Inde contemporaine.

Keywords

caste, cultural autonomy, cultural legitimacy, food, India, lifestyle, multiple correspondence analysis, religion, stratification, structural homology, vegetarianism

Mots-clés

alimentation, analyse des correspondances multiples, autonomie culturelle, caste, homologie structurale, Inde, légitimité culturelle, religion, stratification, styles de vie, végétarisme

Introduction

Les travaux s'appuyant sur le modèle de la légitimité culturelle issue de la *Distinction* (Bourdieu, 1979) s'intéressent aux biens culturels et à leur valeur symbolique comme support de logiques de distinctions statutaires entre groupes sociaux. Dans cette perspective, les caractéristiques matérielles et économiques des biens culturels et leur possible rôle dans les logiques de distinctions sociales sont alors souvent moins centrales. Dans cet article, je propose de me centrer sur un contexte fortement inégalitaire – la société indienne contemporaine – et sur une pratique alimentaire hautement distinctive d'un point de vue symbolique – le végétarisme, lié à l'appartenance religieuse et de caste en contexte indien – pour explorer le rôle que les contraintes matérielles jouent comme

principe structurant des logiques de distinction culturelle, en « stylisant » les propriétés nutritionnelles des aliments (Grignon and Grignon, 1980).

Au sein de la société indienne, l'opposition entre végétariens et non végétariens constitue une opposition d'ordre symbolique, puisqu'elle renforce des distinctions sociales entre groupes religieux (hindou *versus* non hindou) et groupes de caste, une dimension de la stratification marquée par une forte fermeture et une hiérarchie sociale, suivant les « groupes statutaires » wébériens (Weber, 2019, discuté dans Ferry, 2023a). Mais le végétarisme s'insère aussi dans un ensemble de pratiques alimentaires, notamment liées à des contraintes économiques. Alors que les inégalités économiques constituent le principe structurant le plus important des distinctions entre les styles de vie des ménages indiens (Ferry et al., 2018), le poids de l'alimentation dans le budget des ménages représente près de la moitié de l'ensemble des postes de dépense (Al Dahdah et al., 2020). L'alimentation est ainsi un domaine culturel qui a des conséquences directes sur la santé nutritionnelle. En 2022, l'Inde est classée au 107^{ème} rang sur 121 pays sur l'indice de la faim dans le monde, le plus bas parmi les pays d'Asie du Sud (Grebmer et al., 2022), alors même qu'un « droit à l'alimentation » a été constitutionnalisé en Inde dans les années 2000. Les mobilisations juridiques ayant permis cette reconfiguration de l'action publique ont bien souligné le paradoxe de la « faim dans l'abondance », où l'insécurité alimentaire ne résulte ni d'épisodes naturels exceptionnels, ni d'une production insuffisante, mais bien d'un manque d'accès à l'alimentation de certaines catégories (les plus pauvres) de la population (Thivet, 2021), aggravé par les libéralisations économiques des années 1990 (Thivet, 2013). En mobilisant et renouvelant l'appareil conceptuel et méthodologique de la sociologie des styles de vie, il s'agit alors de saisir comment le végétarisme et la consommation d'aliments non-végétariens s'inscrivent dans la structure du panier alimentaire des ménages. *Le poids des contraintes économiques* des ménages favorise-t-il ou au contraire affaiblit-il les distinctions sociales fondées sur le végétarisme ? Comment la position économique des ménages participe-t-elle aux *jugements de goûts alimentaires* qui structurent les distinctions sociales reposant sur le végétarisme ? Comment les castes opprimées, de statut social peu élevé et en moyenne plus pauvres que les castes hindoues, de statut social élevé (Deshpande, 2005 ; Vaid, 2012), font-elles *l'expérience de cette domination symbolique du végétarisme* ?

Par rapport aux analyses s'inscrivant dans le champ de la stratification culturelle, je propose d'opérer trois *déplacements*. Le premier est le *domaine de consommation* analysé. Ce sont souvent les domaines culturels les plus légitimes (la musique, le cinéma, la lecture) auxquels les sociologues analysant ou critiquant la contemporanéité de la légitimité culturelle s'intéressent. Pourtant, les biens de consommation courants, y compris l'alimentation, relèvent aussi de logiques de distinctions sociales comme montré de manière séminale dans les travaux de Maurice Halbwachs (2015 [1912]) et le lien entre structure sociale et alimentation reste primordial dans les sociétés contemporaines (Cardon et al., 2019: 17-41 - chapitre 1). L'hypothèse de l'« homologie structurale », centrale dans l'appareil théorique de la *Distinction*, en supposant une similitude des principes de distinction entre les domaines de consommation (Robette and Roueff, 2017), laisse d'ailleurs entendre que l'alimentation est aussi sujette aux principes de légitimité culturelle.¹ Le second déplacement est lié à *l'aire géographique enquêtée*. Les contextes

sociaux qui font l'objet d'études empiriques dans le champ de la sociologie des styles de vie correspondent le plus souvent au pays dits « développés » du Nord. Les sociétés plus égalitaires économiquement – telles que les pays scandinaves – apparaissent comme un terrain d'enquête idéal pour saisir les effets des logiques statutaires, du fait du moindre rôle des contraintes économiques pesant sur les individus (Flemmen et al., 2019). Je propose ici d'adopter un point de vue inverse. En effet, comme la société indienne correspond à un contexte de très fortes inégalités économiques (Chancel and Piketty, 2017), il faut alors comprendre comment des dynamiques statutaires peuvent être également saillantes dans un contexte fortement inégalitaire, en particulier lorsque ces distinctions statutaires ne sont pas directement associées à des positions économiques. Enfin, le dernier déplacement a trait aux *groupes sociaux d'intérêt*. L'analyse des distinctions culturelles a tendance à mettre au jour la manière dont les fractions dominantes de l'espace social sont reconnues comme telles parce qu'elles s'engagent dans les pratiques culturelles dominantes. Le rapport des fractions dominées de l'espace social à ces pratiques culturelles dominantes est alors ambigu, ce que Grignon and Passeron (1989) ont souligné en dénonçant aussi bien le « populisme » (dans la célébration implicite des pratiques culturelles populaires) et le « misérabilisme » (ne voir dans les pratiques populaires que leur dépendance par rapport aux cultures dominantes) des sociologues à l'égard des pratiques culturelles populaires. L'étude des « styles d'alimentation », comme ensemble de pratiques reflétant des dispositions sociales et formant des « cultures » des différentes fractions de l'espace social, en suivant Grignon et Grignon (1980), permet alors de tenter de dépasser ce double écueil. Il s'agit d'une part d'éviter de voir dans les pratiques caractéristiques des fractions dominées de l'espace social des « non-goûts » en ne les remettant en perspective que par rapport à des « handicaps » sociaux (en particulier liés au niveau de vie), et d'autre part de mettre au jour les variations des pratiques alimentaires des groupes dominées de l'espace social, suivant leur position sociale, en premier lieu ici, la caste, la religion, le niveau de vie, le lieu de vie urbain ou rural et l'appartenance régionale.

L'article s'appuie sur une recherche doctorale (Ferry, 2021) et propose un dialogue entre différents matériaux et méthodes pour saisir la saillance de la frontière symbolique du végétarisme au sein de la société indienne, au regard de la composition du panier alimentaire des ménages. Je m'appuie d'abord sur l'*Indian Human Development Survey (2011-12)*, enquête statistique représentative de la population indienne. Dans une première partie, j'explicité les choix de classification de la statistique publique et de cette recherche dans l'étude de la consommation alimentaire des ménages indiens au regard du matériau collecté. Ensuite, dans une deuxième partie, je conduis une analyse géométrique des données (Analyse des Correspondances Multiples) sur la composition du panier alimentaire des ménages pour identifier les principes structurants de l'espace social des pratiques alimentaires. Je relativise notamment la saillance du végétarisme à l'échelle de l'Inde, en identifiant un clivage géographique important entre les régions du nord-ouest, plus souvent végétariennes, et du sud-est, plus souvent non-végétariennes. Dans une troisième partie, en procédant à des Analyses Spécifiques de Classe sur les sous-populations régionales de l'espace social indien, je montre que ce clivage a trait à la position de caste et de religion dans les régions du nord-ouest, qui apparaît distinct des logiques liées aux contraintes économiques des ménages.

Je mobilise alors des entretiens auprès d'individus de castes au statut social élevé (en particulier brahmanes) et de castes opprimées (en particulier dalits) conduits dans cette région entre 2018 et 2019 pour comprendre leur rapport au végétarisme au sein de cette cartographie sociale, montrant que les jugements de caste sur le régime alimentaire sont malgré tout bien ancrés dans une représentation sociale marquée par les distinctions économiques. Enfin, dans une quatrième partie, soulignant le rôle paradoxal du végétarisme parmi les castes opprimées, moins valorisé que parmi les castes de statut social élevé mais demeurant un marqueur distinctif, j'adopte une approche diachronique grâce au caractère longitudinal de l'enquête statistique. Les ménages de castes opprimées dalits qui sortent de la pauvreté entre les deux vagues d'enquête ont plus tendance à inclure des produits carnés dans leur panier alimentaire, ce qui n'est pas le cas des autres groupes. Ainsi, le végétarisme correspond tout autant à une logique de subsistance (conséquence d'une situation de pauvreté) qu'à une dynamique statutaire liée à la position de caste.

Enquêter sur le panier alimentaire des ménages indiens

Quelques conventions d'équivalence pour saisir le panier alimentaire des ménages

L'analyse s'appuie d'abord sur l'étude de la composition du panier alimentaire des ménages indiens. Pour ce faire, plusieurs enquêtes par questionnaire représentatives de la population indienne existent. Dans l'introduction à son article sur la consommation des ménages français à partir des enquêtes « Budget de Famille » de l'INSEE, Louis Chauvel note que : « La consommation est un objet rêvé pour le sociologue des structures sociales, même si, lorsque débute le travail empirique, le rêve se fait cauchemar. » (Chauvel, 1999). L'étude de la consommation en contexte indien n'échappe pas à ces péripéties oniriques, et le bref tour d'horizon proposé ici de l'appréhension de la consommation des ménages dans les enquêtes statistiques indiennes permet de tracer quelques-unes des « conventions d'équivalence » (Desrosières, 2001) de la statistique publique, mais aussi de cette présente recherche, pour saisir dans quelle mesure les structures de consommation alimentaires permettent de révéler la structure sociale.

Le *National Sample Survey Office (NSSO)*, institut national de la statistique publique indienne, collecte depuis les années 1950 des données sur la consommation des ménages. Ces enquêtes, dites « Household consumer survey » sont clefs dans l'étude de l'évolution de la pauvreté à l'échelle indienne. Les fichiers à l'échelle des ménages sont numérisés et disponibles depuis 1983. Ces enquêtes correspondent à un effort d'enregistrement de l'ensemble des consommations alimentaires et non-alimentaires des ménages avec une recension de 166 postes de consommation alimentaire au niveau le plus désagrégé dans l'enquête de 2011-2012.² La qualité des données de la statistique publique indienne, notamment en termes de représentativité de la population indienne a longtemps été reconnue comme un modèle pour les pays émergents et en développement (Bhattacharya, 2023).³

Malheureusement, les enquêtes du *NSSO* présentent deux défauts rédhibitoires pour notre analyse. D'une part, les données socio-démographiques collectées sur la position

de caste des ménages sont relativement pauvres et ne permettent pas en particulier d'identifier les ménages brahmanes, correspondant aux plus hautes castes dans cette hiérarchie statutaire. Ce choix est lié au non-enregistrement de la position de caste dans la statistique publique indienne depuis l'Indépendance, alors que les recensements statistiques sous l'ère coloniale britannique avaient contribué à rigidifier les frontières de caste (Ferry, 2019). D'autre part, bien que portant sur une période relativement longue, les enquêtes sont transversales et ne permettent pas de suivre l'évolution de la consommation des mêmes ménages au fil du temps, notamment en ce qui concerne l'évolution de leur position économique. Ces enquêtes fournissent toutefois un étalon de comparaison intéressant pour d'autres sources de données statistiques.

Les *National Family Health Survey* qui font partie du réseau international de données des *Demographic Health Survey* comportent quelques questions sur la consommation alimentaire. Conduites de manière régulière par l'*International Institute for Population Sciences*, institut public de démographie, les données sont également numérisées et disponibles depuis les années 1990. De manière intéressante, l'échelle d'analyse n'est pas le ménage mais l'individu, ce qui permet d'étudier les variations des pratiques de consommation suivant le genre, l'âge et d'autres indicateurs individuels au sein des ménages.⁴ Toutefois, outre que les différentes vagues ne sont pas longitudinales, les pratiques alimentaires ne sont mesurées que pour sept biens de consommation (les viandes et poissons, les œufs, les produits laitiers, les légumineuses, les fruits, les légumes-feuilles et les légumes) et en termes de fréquence de consommation (jamais, occasionnellement, toutes les semaines, tous les jours) plutôt qu'en termes de dépenses. Ces enquêtes ne permettent donc pas de saisir de manière exhaustive l'ensemble du panier alimentaire.

Enfin, l'enquête de l'*Indian Human Development Survey (IHDS)* issue d'un consortium entre la *University of Maryland* et le think-tank du *National Council of Applied Economic Research* est une enquête longitudinale à l'échelle des ménages dont deux vagues sont actuellement disponibles (2004-2005 et 2011-2012). Contrairement aux enquêtes du *NSSO*, l'enquête demande aux ménages s'ils sont brahmanes ou appartiennent à d'autres groupes de castes agrégés, variable qui peut donc être mobilisée pour étudier les variations de la consommation alimentaire.⁵

La consommation des ménages est collectée de manière similaire à celles des enquêtes du *NSSO*, mais ne porte pour ce qui concerne l'alimentaire que sur vingt postes de consommation agrégés (par exemple, un seul poste de consommation existe pour les fruits frais). Si on peut légitimement penser que cela nuit à la qualité des données collectées, la comparaison du poids des dépenses alimentaires (incluant l'alcool et le tabac) dans l'ensemble des dépenses des ménages (soit le coefficient budgétaire consacré à l'alimentation) est relativement similaire entre les deux enquêtes lorsqu'on compare les vagues collectées à la même date (en 2011-2012). Les ménages consacrent ainsi en moyenne 54% de leurs dépenses à l'alimentation d'après le *NSSO*, contre 49% d'après l'*IHDS*.⁶ Ce poids considérable de l'alimentation des ménages est d'autant plus important que les ménages sont pauvres, suivant la fameuse « loi d'Engel » (Cardon et al., 2019). Pour les ménages du premier quintile de niveau de vie, le coefficient budgétaire de l'alimentation s'élève à 60% contre seulement 33% pour les ménages du dernier quintile.⁷

Dans les enquêtes de l'*IHDS* comme dans celles du *NSSO*, la collecte des dépenses de consommation est réalisée au moment de la passation de l'enquête. Autrement dit,

contrairement aux enquêtes « Budget de Famille » de l'*INSEE* où les ménages disposent d'un carnet des dépenses sur lesquels ils enregistrent leurs dépenses courantes au cours d'une semaine (et conservent leurs factures et tickets de caisse), l'enregistrement des dépenses est lié à la capacité des répondants à se remémorer leurs dépenses passées (pour l'alimentation, l'enquêteur-riche demande la consommation au cours des 30 derniers jours). On conçoit aisément les difficultés pratiques à mettre en place un dispositif d'enquête par carnet (au moins deux passages par l'enquêteur-riche dans chaque ménage enquêté), alors même que la plupart des transactions monétaires se font sans forme écrite. Ces difficultés seraient par ailleurs redoublées par le fait que ces carnets devraient dans ce cas être remplis en autonomie par les répondant-es, mais dans les ménages enquêtés par l'*IHDS*, 58% des adultes ont un diplôme de niveau primaire ou inférieur. Si la période de référence de 30 jours peut sembler trop longue, introduisant des biais de mémoire, des enquêtes « pilote » menées par le *NSSO* montrent qu'une fourchette plus courte peut aussi conduire à sous-estimer la consommation de certains bien alimentaires qui ne sont pas achetés régulièrement (Deaton and Kozel, 2005). Au cours des entretiens menés au sein des ménages, les enquêté-es, en particulier les plus pauvres, témoignaient d'une forte capacité à se remémorer les quantités et les dépenses alimentaires, suggérant ainsi une conscience d'autant plus accrue des différentes consommations lorsque les ressources économiques du ménage sont limitées.

Il est par ailleurs en soi impropre de parler des « dépenses » pour qualifier les différents postes de consommation collectés dans l'enquête car toutes les consommations ne sont pas liées à des transactions économiques ou échappent pour certaines à l'économie de marché (Polanyi, 2009). Une partie des biens alimentaires des ménages sont achetés sur un marché des biens subventionnés, le « Public Distribution System » (PDS), dans des « Fair Price Shops », où les prix sont fixés par l'État (inférieurs aux prix du marché). Depuis la loi nationale de sécurité alimentaire de 2013 (« National Food Security Act »), 75 % de la population rurale et 50% de la population urbaine a droit à 5 kg de céréales par personne et par mois et les catégories les plus pauvres bénéficient de 35 kg (Thivet, 2021). L'accès à ces biens (qui comprend des aliments de base comme les céréales et les légumineuses) est conditionné aux ressources économiques des ménages et à l'obtention d'une « ration card » par la bureaucratie étatique⁸, et leur poids dans le budget est de ce fait plus élevé pour les ménages les plus pauvres (Figure 1). Ce système de redistribution sociale par les biens alimentaires, probablement l'un des plus ambitieux au monde, constitue, de par sa couverture spatiale étendue à travers le sous-continent indien, un outil institutionnel d'intégration nationale (Landy, 2009).

Enfin, une part de la consommation alimentaire des ménages est aussi auto-produite, un élément non-négligeable alors que 40% des ménages ont comme activité économique principale l'agriculture ou l'élevage. D'après l'enquête du *NSSO* de 2011-2012, la moitié des ménages (52%) autoproduisent une partie de leur consommation alimentaire, cette proportion s'élevant à 68% des ménages ruraux (contre 12% des ménages urbains). En moyenne, parmi ces ménages qui autoproduisent, 32% de la valeur totale du panier alimentaire consommé est autoproduit (33% pour les ménages ruraux, 18% pour les ménages urbains), cette autoproduction concernant surtout les céréales (blé et riz) et le lait.⁹ C'est à la charge de l'enquêteur-riche d'évaluer, en fonction des quantités

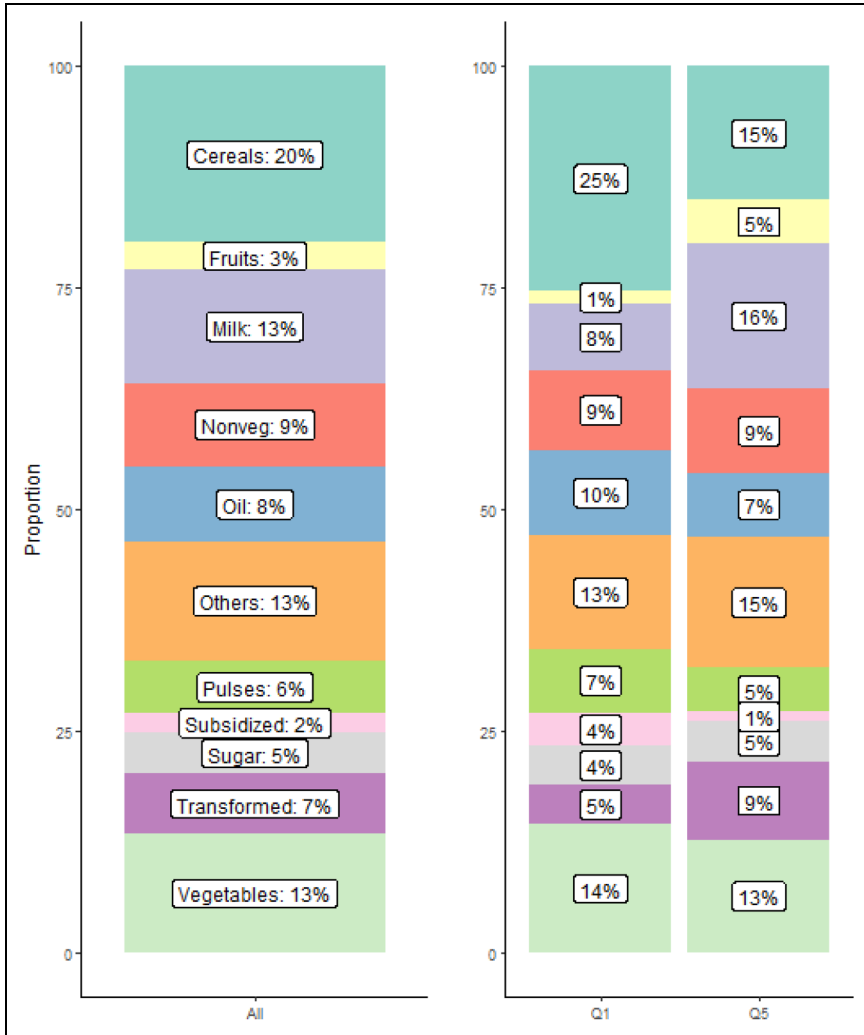


Figure I. Composition du panier alimentaire par grands postes de consommation en Inde, pour tous les ménages et pour le premier et dernier quintile de niveau de vie

Lecture : Les ménages du premier quintile (les 20% les plus pauvres) consacrent en moyenne 25% de la valeur de leur panier alimentaire aux produits céréaliers (céréales brutes).

Note : Les postes alimentaires ont été regroupés en onze postes sur cette figure par simplicité. On a calculé la composition moyenne du panier alimentaire de l'ensemble des ménages, des ménages du premier et du dernier quintile de niveau de vie.

Champ : Ensemble des ménages indiens.

Source : Indian Human Development Survey II (2011-12).

consommées des biens auto-produits, et du prix du marché local de ces biens, la valeur hypothétique de cette autoproduction qui est alors ajoutée au total des dépenses alimentaires. Imparfaite, cette mise en équivalence permet quand même de rendre comparable l'ensemble des biens alimentaires finalement consommés par les ménages.¹⁰

Sur cette base, on a donc construit pour chacun des vingt biens alimentaires consommés par les ménages leur coefficient budgétaire alimentaire, correspondant à la dépense totale du ménage pour ce bien divisée par la dépense totale du ménage consacrée à l'alimentation. La part de chaque bien dans le panier alimentaire est représentée sur la Figure 1, où on s'est limité à la représentation de onze biens alimentaires agrégés. La logique de regroupement présentée sur cette Figure (on retrouve ensuite les biens alimentaires de manière désagrégée dans les analyses suivantes) correspond aux types de biens alimentaires (les céréales regroupent ainsi la farine de blé, le riz et les autres céréales, les biens non-végétariens correspondent aux viandes, poisson et œufs, le sucre inclue les édulcorants, les produits transformés incluent les produits transformés des céréales, du lait et plus généralement les aliments transformés) et à une catégorie « autres » qui regroupe des biens dont le poids dans le budget est faible (les épices, le thé, le café, le tabac et l'alcool et la nourriture consommée à l'extérieur du ménage).¹¹

En première approche, à partir d'une représentation simplifiée de la composition de ce panier, on voit ainsi que le panier alimentaire des ménages indiens est caractérisé par une forte présence de biens non-transformés et des céréales (près d'un cinquième du panier alimentaire en valeur monétaire). Leur part diminue à mesure que les ménages sont plus riches, ce sont des biens alimentaires de base, fonctionnels, qu'on peut qualifier de « nécessaire ». On observe par ailleurs que les biens subventionnés, qui pèsent peu dans le panier, sont logiquement plus présents dans le panier des 20% les plus pauvres. Au contraire, la part des biens transformés, du lait, des fruits, augmente dans le panier à mesure que les ménages sont plus aisés. La part des biens non-végétariens est faible, d'environ 9%, et ne varie pas suivant le niveau de vie.

Les catégories du végétarisme et du non-végétarisme

La figure précédente rassemble les viandes, les poissons et les œufs dans la catégorie des produits « non-végétariens ». Au cours de mes entretiens, j'ai systématiquement demandé aux personnes répondantes ce qu'elles entendaient par végétarisme et non-végétarisme. Dans la conception commune indienne, être végétarien c'est ne consommer ni viande, ni poisson, ni œuf. Mais d'une part, certain-es répondant-es jouaient autour de cette frontière, par exemple en considérant que les œufs ne sont pas non-végétariens. D'autre part, les répondant-es ont parfois tendance à associer au non-végétarisme des pratiques jugées négativement, comme le tabac ou l'alcool. Ces variations dénotent à la fois une certaine fluidité dans la « frontière symbolique » (Lamont and Molnár, 2002) du végétarisme, et en même temps montre bien que le fait que se dire végétarien ou pas constitue une norme sociale prégnante et saillante en contexte indien, puisqu'il s'agit de se positionner par rapport à elle.

La convention statistique posée ici repose sur la conception du végétarisme suivant l'orthopraxie alimentaire hindoue. Ce socle de croyances et de valeurs morales s'appuie notamment sur la philosophie de l'« ahimsa », la non-violence¹², mentionnée pour la première fois dans la *Manusmriti*, traité qui daterait du 2^{ème} siècle de notre ère, même si cette éthique, dans la pratique, repose en partie sur une « illusion occidentale » (Burgat, 2014).¹³ Ce principe de non-violence en appelle toutefois bien à la conscience

individuelle pour adopter le végétarisme et est souvent mis en avant pour justifier la non-ingestion de viande (Doniger, 2000). Le végétarisme correspond également à une hiérarchie alimentaire fondée sur la « pureté » rituelle, qui associe un rang de caste dans une hiérarchie sociale à des règles alimentaires spécifiques (Sébastia, 2020). Si le statut des œufs dans ces classifications est parfois ambigu, il est rarement considéré comme pur, et les « pure vegetarian » n'en consomment pas. Notons que cette définition du végétarisme correspond également à celle mobilisée par l'Etat indien, où depuis la *Foods Safety and Standards Act* (de 2006, rendu obligatoire en 2011), tous les produits alimentaires manufacturés doivent visuellement être distingués suivant la catégorisation entre biens végétariens et non-végétariens. Le végétarisme indien est donc globalement « lacto-végétarien », puisqu'il inclut les produits laitiers, mais exclut les œufs.

Le calcul de la moyenne du coefficient budgétaire des biens non-végétariens dans le panier alimentaire masque donc que pour une part conséquente des ménages végétariens, il est égal à 0 et est au contraire supérieur à la moyenne de 9% pour les autres ménages non-végétariens. L'adoption du végétarisme est en effet corrélée à l'appartenance religieuse (hindou versus non-hindou). Mais au sein du monde hindou, le végétarisme est aussi associé à la position de caste, la hiérarchie de la pureté alimentaire correspondant à une hiérarchie sociale (Dumont, 1967). En distinguant des ménages suivants ceux dont le coefficient budgétaire des produits non-végétariens est égal à 0 par rapport aux autres, on pose ainsi que les ménages végétariens correspondent à ceux qui n'ont consommé ni viande, ni poisson, ni œufs dans les 30 jours précédents l'enquête.¹⁴ Les données suggèrent alors que près d'un tiers des ménages indiens sont végétariens (Figure 2).

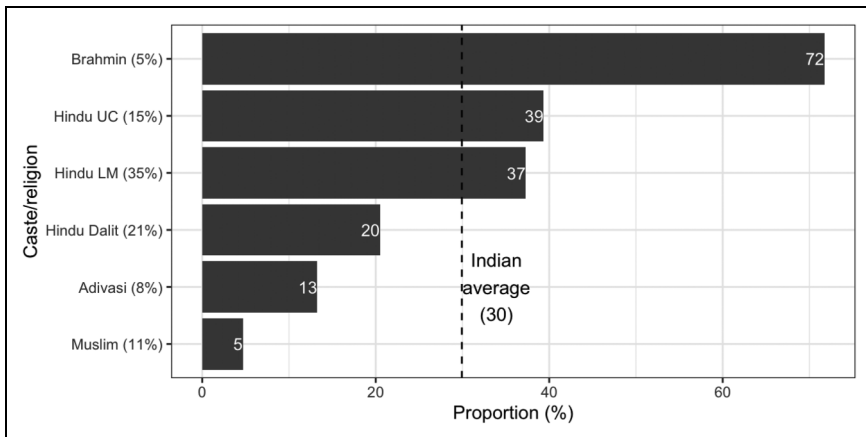


Figure 2. Proportion de ménages végétariens en Inde, suivant la caste et la religion

Lecture : 72% des ménages brahmanes, qui représentent 5% de la population totale, sont végétariens en Inde. La proportion moyenne de ménages végétariens en Inde est de 30%.

Note : Est considéré comme végétarien un ménage qui n'inclut ni œuf ni viande ou poisson dans son panier alimentaire au cours des 30 derniers jours.

Champ : Ensemble des ménages indiens.

Source : Indian Human Development Survey II (2011-12).

J'utilise ici une catégorisation de la caste et la religion qui permet de distinguer les brahmanes, considérées comme les castes au statut social le plus élevé dans la hiérarchie hindoue (5% de la population). L'enquête permet également de distinguer des hindous de hautes castes (« Hindu UC » pour « Hindu Upper Castes »), des hindous de castes intermédiaires (« Hindu LM » pour « Hindu Lower & Middle castes »), et des Dalits (signifiant « opprimé » en marathi), les castes au statut social le plus faible, anciennement considérées comme « intouchables ». Les « Adivasis », communautés dites « autochtones », ont généralement un statut social peu élevé. Les frontières statistiques des groupes de castes présentées ici définissent des groupes plus larges que les catégories de caste du sens commun dont il est fait l'expérience dans la réalité sociale (qui correspond plutôt à la « jati ») et il faut avoir en tête que la caste entendue comme un « groupe statutaire » ne peut être réduite à une hiérarchie unidimensionnelle figée limitée au monde hindou et universellement reconnue à l'échelle du sous-continent indien. Les ressorts de l'honneur social, de ce qui le fonde, et de la manière dont les castes sont en « lutte » constante modifiant les contours des groupes et leur statut social (Jodhka and Naudet, 2023), rendent particulièrement difficile la définition de catégories statistiques de la caste (Ferry, 2019). Les choix de catégorisation opérés ici sont donc dépendants des données de l'enquête et d'une analyse permettant d'interroger le lien entre végétarisme et position de caste.

En utilisant cette nomenclature, le végétarisme est en effet nettement corrélé à la hiérarchie de caste, où les castes de statut social élevé sont végétariennes, tandis que les castes en bas dans la hiérarchie le sont moins. Enfin, les ménages musulmans, plus importante minorité religieuse (11% de la population) sont les moins fréquemment végétariens. La catégorie « autres » (non représentée sur la Figure 2) correspond à différentes minorités religieuses (chrétiens, sikhs, jains, parsi) aux contours hétérogènes.

Cette catégorisation entre « végétarisme » et « non-végétarisme » masque d'autres frontières saillantes au sein des biens d'origine animale. Ainsi, la viande bovine, du fait du caractère « sacré » de la vache dans le monde hindou, n'est pas seulement le symbole d'une vision stricte à cette appartenance religieuse, elle est aussi corrélée à l'attachement au sentiment national indien dans une vision « primordialiste » de l'identité dans l'idéologie du nationalisme hindou. Si la consommation de viande bovine varie bien suivant la caste et la localisation régionale, la revendication de son abstinence est surtout mobilisée pour stigmatiser la communauté musulmane, qui est ainsi pointée comme un « ennemi intérieur » au sein de l'espace indien, dans une forme de « gastro-nationalisme religieux » (Ferry, 2024). L'enquête statistique de l'*IHDS* ne permet malheureusement pas de distinguer les différentes viandes au sein du panier alimentaire des ménages. C'est le cas des enquêtes du *NSSO* qui montrent que moins de 8% des ménages incluent de la viande bovine dans leur régime alimentaire, cette proportion s'élevant à 42% parmi les ménages musulmans (voir Ferry, 2020). Natrajan and Jacob (2018) montrent toutefois que les ménages ont probablement une tendance à la sous-déclaration de leur consommation de viande bovine dans ces enquêtes auprès des ménages, cette pratique étant tellement stigmatisée.¹⁵ On comprend alors d'autant mieux le choix opéré par l'*IHDS* de ne pas différencier les différentes viandes, le questionnaire demandant ainsi la consommation agrégée de « meat, chicken and fish », ce regroupement et redondance (le poulet est bien une viande) étant probablement réalisés parce que le poulet et le poisson sont parmi les chairs animales les moins stigmatisées (Bruckert, 2018).

L'espace social alimentaire, un espace géographique ?

Afin de comprendre les logiques de structuration des pratiques alimentaires en lien avec la position sociale des ménages, et en particulier comment les pratiques alimentaires non-végétariennes s'inscrivent dans la structure du panier alimentaire, je mène une Analyse des Correspondances Multiples (ACM ; Le Roux, 2014) sur l'ensemble des ménages indiens, où les variables actives correspondent au poids budgétaire des vingt postes alimentaires.

Ces variables sont quantitatives, et une Analyse en Composantes Principales (ACP) aurait ainsi pu être menée. Toutefois, la faiblesse de cette méthode tient au fait qu'elle ne peut étudier que des relations linéaires entre les variables, ce qui est problématique dans le cas comme ici où les variables ont des distributions fortement asymétriques puisqu'un nombre conséquent de ménages ne consomme aucun aliment de certains postes alimentaires.¹⁶ Ainsi, les variables ont été discrétisées et une ACM a été préférée, en s'appuyant sur une approche similaire à celle mobilisée pour étudier l'espace social alimentaire norvégien (Flemmen et al., 2017).¹⁷

Les variables supplémentaires correspondent aux indicateurs de la position sociale des ménages : le niveau de vie, la caste et la religion, le statut de pauvreté des ménages, la classe sociale,¹⁸ le niveau de diplôme,¹⁹ la région de résidence et la zone urbaine ou rurale de résidence.

Ressources économiques et localisation géographique : les deux principes structurants le panier alimentaire

L'analyse factorielle sur l'ensemble des ménages indiens montre que le panier alimentaire est principalement structuré suivant deux dimensions, qui résument à elles seules 83,5% de la variance totale du nuage (taux modifié de Benzécri).

Le premier axe (représenté de manière horizontale sur la Figure 3) révèle une opposition entre des ménages (à gauche) qui ont une consommation relativement plus élevée de biens alimentaires de base, à savoir les céréales et les produits non transformés, mais aussi qui acquièrent une partie de leur consommation alimentaire de manière subventionnée, par rapport aux ménages (à droite) dont le panier alimentaire comprend davantage de produits transformés, une consommation alimentaire à l'extérieur du ménage significative et des produits laitiers. Ce premier axe oppose des ménages pauvres et ruraux à des ménages relativement plus aisés et urbains. Sur cet axe, les biens non végétariens (viande, poisson, œufs) ne sont pas structurants, autrement dit, leur poids relatif dans le budget des ménages ne semble pas lié à une logique de frugalité ou d'aisance économique.

Cette première logique de distinction est associée sur le deuxième axe avec une forte distinction entre des ménages qui consomment des produits non-végétariens (viandes et œufs) et ont un régime alimentaire fondé sur le riz (en bas), par rapport à des ménages végétariens, et dont le régime est basé sur le blé (en haut). Ce second axe est très fortement associé à la région de résidence des ménages. Ainsi, les ménages du sud (Tamil Nadu, Kerala, Andhra Pradesh/Telangana, Pondichéry) et de l'est (États du Nord-Est dits des « Sept sœurs », et Sikkim, Bengal Occidental et Orissa) de l'Inde sont positionnés en bas de l'axe, tandis que les ménages des plaines centrales du nord

Ainsi, les castes opprimées dalits, les Adivasis et les musulmans sont légèrement positionnés du côté des ménages du sud et de l'est de l'Inde (en bas), tandis que les ménages brahmanes le sont du côté des régions du nord et de l'ouest du sous-continent (en haut).

La projection du croisement entre position géographique et appartenance religieuse et de caste permet de creuser les ressorts géographiques de la structure sociale du panier alimentaire (Figure A3 en annexe ; ainsi, on peut examiner la plus ou moins forte distance entre les castes dalits du nord-ouest et du sud-est de l'Inde par exemple). Cette analyse confirme la forte cohésion des styles de vie alimentaires en fonction de l'ancrage spatial, par-delà les variations de caste puisque sur le second axe, les ménages sont avant tout regroupés suivant leur localisation géographique plutôt que leur position de caste ou de religion.

Ce croisement montre toutefois au sein de chacun des deux ensembles géographiques une segmentation suivant la caste et la religion, où les ménages brahmanes sont positionnés plus hauts que les castes opprimées dalits, tandis que les ménages musulmans plus en bas au sein de chacune des deux régions. Cette segmentation suggère bien que le clivage entre ménages végétariens et non-végétariens est aussi lié à la caste et à la religion²² et dénote une homologie géographique des relations de religion et de caste dans le sous-continent.

L'articulation entre position sociale et position spatiale mise au jour par l'analyse factorielle renvoie alors au concept d'« espace social localisé » introduit par Gilles Laferté (2014). Initialement conçu comme cadre d'analyse pour appréhender la spécificité de la structure sociale des mondes ruraux, ce concept souligne « la localisation d'activités économiques [...] et donc de franges singulières de la population » (Laferté, 2014 : 425) par rapport à la structure sociale nationale (qui s'en trouve localement déformée). Ici, la notion éclaire la spécificité d'espaces sociaux régionaux. Elle met l'accent sur des « effets de lieux » (Bourdieu, 1993), où les dispositions suivant la position sociale sont aussi contextualisées dans des espaces géographiques.

On peut penser que la morphologie démographique des différentes régions joue un rôle spécifique dans la structuration des pratiques alimentaires, puisque les ménages musulmans sont par exemple surreprésentés dans le Bengal occidental et les Adivasis dans le nord-est de l'Inde. Mais cette segmentation est aussi en partie corrélée à l'héritage écologique et climatique favorisant des cultures agricoles distinctes dans chacune de ces régions (Dumont, 1967 ; Harris et al., 1966 ; Racine, 1980), opposant la « civilisation du blé » (du nord et de l'ouest de l'Inde où cette céréale constitue la culture dominante et l'aliment de base) à la « civilisation du riz » (dans le sud et l'est de l'Inde). La Figure A2 en annexe permet de visualiser la segmentation spatiale de ces deux céréales sur le sous-continent indien.

On peut se demander dans quelle mesure la segmentation géographique des pratiques alimentaires correspond à une distinction sociale qui s'inscrit dans une logique relationnelle puisque l'ancrage spatial limite justement les rapports sociaux entre ménages de régions différentes. Nuancions ce constat du point de vue des pratiques alimentaires non-végétariennes puisque lors de mon terrain d'enquête, les répondant-es mentionnaient couramment la région comme un facteur de distinction des régimes alimentaires et avaient donc une représentation « ordinaire » de la géographie de la viande en Inde. La segmentation spatiale n'empêche ainsi pas la formation de rapports sociaux fondés sur l'appartenance régionale, du fait des représentations culturelles (notamment médiatiques), des établissements servant des plats régionaux, et des migrations internes au sein de l'espace indien.

Ségrégation spatiale et poids différencié du végétarisme dans les distinctions alimentaires

Pour creuser plus avant cette distinction géographique, je considère les ménages de l'est et du sud de l'Inde d'une part, et les ménages du nord, de l'ouest, du centre et des régions montagneuses d'autre part. Sur chacun de ces deux ensembles, je conduis des Analyses Spécifiques de Classe (ASC ou CSA en anglais pour Class-Specific Analysis), méthode d'analyse factorielle permettant de comparer des sous-espaces par rapport à l'ACM sur l'ensemble de l'Inde qui vient d'être présentée (Chiche and Le Roux, 2010). La méthode permet de comparer la structure sociale du panier alimentaire dans chacune des régions et de préciser si les sous-espaces définis par ces ensembles régionaux sont homologues, autrement dit, si les pratiques alimentaires sont structurées par les mêmes principes. On pourrait simplement réaliser deux ACMs distinctes sur les deux sous-populations mais les résultats des deux analyses, définis dans des espaces géométriques distincts, ne sont alors plus comparables. Comme le rapporte Nicolas Robette, avec l'ASC « il s'agit donc de tenir compte du fait que la structure du sous-usage n'existe pas *in abstracto* mais en relation avec le usage dans lequel il s'inscrit » (Robette, 2024). Concrètement, à partir des résultats de l'ACM sur l'ensemble de la population (l'espace global), des Analyses en Composantes Principales sur les ménages de chacune des régions sont réalisées (où les variables sont les coordonnées des ménages de l'ACM de départ) et les variables sont ensuite projetées dans ces sous-espaces pour en étudier les variations des contributions et des positions par rapport à l'espace global de référence (voir également Hjellbrekke and Jarness, 2022, pour une présentation appliquée de cette méthode factorielle). Sur chacune des analyses spécifiques régionales, le premier principe structurant reste le même, opposant les biens alimentaires de base aux produits transformés, qui contribuent le plus fortement à la structuration de ce premier axe (voir Tableau 1 ; avec quelques nuances, le riz, moins consommé dans le nord-ouest, est associé aux ménages aisés dans cet espace, alors que le blé, moins consommé dans le sud-est, est là associé aux ménages aisés). Le niveau de vie est la variable de position sociale la plus fortement corrélée à ce premier axe (voir Tableau 2).

Le second axe est quant à lui sensiblement différent dans les deux ensembles régionaux. Si la caste et la religion sont à chaque fois fortement corrélées à cette dimension, les logiques de distinction reposent dans le nord-ouest de l'Inde sur les biens alimentaires animaux (lait, produits laitiers, œufs et viande et poisson), mais dans le sud-est de l'Inde ce sont des biens plus spécifiquement « urbains » (en raison de leur accessibilité) qui structurent l'axe : les fruits et les noix, le thé et le café, les produits transformés. Autrement dit, dans le sud-est de l'Inde, les distinctions alimentaires, au-delà d'être fondées sur le niveau de vie, le sont aussi sur la base du milieu de résidence urbain ou rural.²³

Au final, l'opposition entre végétarisme et non-végétarisme apparaît comme une logique de distinction alimentaire suivant la position de caste et de religion plus importante dans le nord-ouest que dans le sud-est de l'Inde, où dans ce dernier cas, le végétarisme est également moins répandu.

Tableau I. Contributions des variables actives sur les deux premiers axes de l'ACM sur l'ensemble de l'Inde et des ASC sur le Nord/Ouest et le Sud/Est

	ACM sur l'Inde		ASC sur le Nord/Ouest		ASC sur le Sud/Est	
	dim.1	dim.2	dim.1	dim.2	dim.1	dim.2
Rice	3,3	0,3	10,7	9,4	2,6	19,5
Wheat	6,3	14,0	4,1	1,4	18,2	0,8
Sugar	7,1	9,5	3,1	3,0	16,0	2,8
Other cereals	2,7	0,7	3,1	1,3	1,7	1,6
Pulses	2,8	0,7	5,6	2,8	0,4	1,5
Meat/fish	0,1	17,3	0,6	23,7	0,2	1,4
Gur	8,6	0,5	7,2	0,1	8,1	2,1
Oil	3,0	1,5	4,9	1,5	0,6	1,3
Eggs	1,8	16,2	0,5	12,5	2,5	0,7
Milk	8,4	7,4	10,1	10,6	8,9	7,5
Milk products	11,4	5,7	13,1	11,9	8,8	5,1
Cereal products	7,9	3,3	7,8	5,4	3,8	5,5
Vegetables	3,7	0,1	2,3	0,2	4,1	2,3
Salt/spices	3,1	1,2	3,3	0,1	3,1	3,6
Tea/coffee	1,2	0,3	1,2	2,7	0,8	8,9
Processed food	5,8	0,1	3,2	4,0	5,0	7,7
Paan/tobacco/alcohol	0,6	0,2	0,7	3,2	0,4	6,7
Fruits/nuts	9,1	1,0	9,1	1,5	4,3	13,9
Outside food	4,1	3,1	1,7	4,5	4,5	3,9
PDS	6,2	8,6	7,6	0,1	6,0	3,3

Note : les contributions des variables correspondent à la somme des contributions de chacune des modalités de la variable (la contribution varie entre 0 et 100). Plus une contribution est élevée sur un axe, plus le poste alimentaire en question participe à la structuration de l'axe. Les contributions des variables supérieures à 5 ont été mises en gras dans le tableau pour en faciliter la lecture.

Champ : Ensemble des ménages indiens.

Source : Indian Human Development Survey II (2011-12).

Frugalité et végétarisme, deux logiques de distinction dans le Nord-Ouest de l'Inde

La distinction entre ménages végétariens et non-végétariens est avant tout une opposition relevant d'une segmentation géographique et secondairement un marqueur de caste et de religion structurant dans le nord-ouest de l'Inde. Cette section se centre sur l'analyse du sous-espace social des pratiques alimentaires dans cette région, afin de mieux creuser la logique de distinction alimentaire liée au végétarisme et ce qu'elle recouvre du point de vue des frontières sociales.

La caste, un principe structurant transversal à deux logiques de distinction

Le premier plan factoriel de l'espace social dans le nord-ouest de l'Inde (Figure 4) a des ressemblances avec celui de l'ensemble de l'Inde, à quelques nuances près. On a bien un premier axe associé à une logique de plus ou moins forte frugalité dans le panier

Tableau 2. Rapports de corrélation (eta2) des variables supplémentaires sur les deux premiers axes de l'ACM sur l'ensemble de l'Inde et des ASC sur le Nord/Ouest et le Sud/Est

	ACM sur l'Inde		ASC sur le Nord/Ouest		ASC sur le Sud/Est	
	dim.1	dim.2	dim.1	dim.2	dim.1	dim.2
Région	0,05	0,57				
Niveau de vie	0,22	0,00	0,28	0,01	0,16	0,08
Pauvreté	0,12	0,00	0,14	0,00	0,10	0,01
Caste/religion	0,08	0,05	0,12	0,07	0,04	0,07
Zone de résidence	0,09	0,01	0,11	0,02	0,06	0,11
Classe sociale	0,12	0,03	0,13	0,02	0,09	0,00
Diplôme	0,15	0,00	0,17	0,00	0,11	0,04

Note : les qualités de représentation des variables supplémentaires correspondent aux eta2 et varient entre 0 (pas d'association sur l'axe) et 1 (association maximale).

Champ : Ensemble des ménages indiens.

Source : Indian Human Development Survey II (2011-12).

alimentaire avec à gauche les ménages les plus aisés qui consomment d'autant plus de produits laitiers et transformés, et à droite les ménages les plus pauvres qui consomment d'autant plus de produits céréaliers, non transformés et des biens subventionnés.

On observe aussi que le lait et les produits laitiers apparaissent à la fois comme caractérisant les ménages les plus aisés (à droite sur la Figure 4), mais aussi les ménages végétariens (en haut). C'est donc un bien animal qui apparaît comme l'aliment de substitution aux produits non-végétariens. Le deuxième axe oppose végétarisme (en haut) et non-végétarisme (en bas), et est en partie lié à la consommation à l'extérieur des ménages, qui caractérise les ménages non-végétariens. On peut sans doute lire dans cette association le fait que la consommation alimentaire à l'extérieur du ménage est considérée comme « impure » pour les ménages végétariens les plus orthodoxes.

La polarisation entre ménages végétariens et non-végétariens laisse entrevoir une double logique au végétarisme des ménages. D'une part, en haut à droite de l'espace factoriel, se situent des ménages de hautes castes brahmanes pour qui le végétarisme est associé à une consommation d'autant plus élevée de produits laitiers. Et d'autre part, en bas à gauche sont positionnés des ménages plus pauvres, plutôt de castes au statut social peu élevé, marqués par un panier alimentaire frugal (Figure 4). Cela semble suggérer que le végétarisme peut tout autant relever d'un marqueur statutaire (être Brahmane ou de haute caste hindoue) que d'une précarité économique.

Plus précisément, l'opposition entre les castes hindoues au statut social le plus élevé, les Brahmanes, et les castes opprimées, les Dalits, est transversale aux deux premiers axes de ce plan factoriel : les ménages brahmanes et de hautes castes hindoues sont à la fois caractérisés par des consommations aisées et végétariennes (quadrant supérieur droit, Figure 5), tandis que les ménages dalits, mais aussi adivasis, se distinguent par des consommations non-végétariennes mais en moyenne plus frugales (en bas à gauche). Cette transversalité s'explique par le chevauchement important entre les positions de caste et de classe dans la stratification indienne, ou entre l'ordre statutaire de caste et

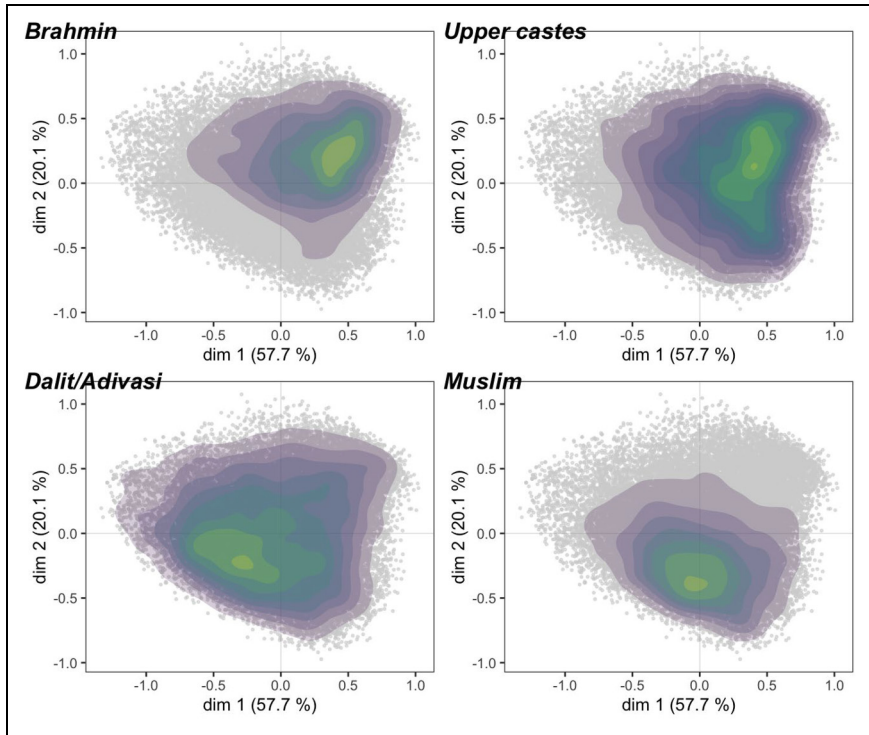


Figure 5. Densité des groupes de caste et de religion dans le nuage des points-ménages du nord-ouest

Lecture : les ménages brahmanes sont concentrés dans le quadrant supérieur droit.

Note : les aires de concentration sont colorisées en fonction de la densité des ménages appartenant à chaque groupe de caste et de religion (du violet au jaune).

Champ : Ensemble des ménages indiens.

Source : Indian Human Development Survey II (2011-12).

Je m'appuie ici sur des entretiens menés entre septembre 2018 et mai 2019 en Uttar Pradesh, une région du nord-ouest de l'Inde. Au cours de ce terrain, 75 individus ont été interrogés. Dans la pratique, je me suis rendu dans différents quartiers et zones péri-urbaines ou rurales des districts de Lucknow, Meerut, Aligarh, Gorakhpur, Shamli, dont j'avais préalablement analysé la composition sociale. Les entretiens ont la plupart du temps été menés avec des informateurs (exclusivement des hommes), la plupart eux-mêmes étudiants en sociologie, qui facilitaient la prise de contact et la conduite des entretiens, menés en hindi. Les informateurs ont joué un rôle important d'introduction dans les quartiers et villages visités, correspondant à des zones qu'ils avaient déjà enquêtées (sur d'autres questions de recherche), même si l'interconnaissance entre enquêtés a aussi permis de compléter la campagne d'entretiens.

J'ai veillé à construire un échantillon « raisonné », permettant d'établir un « prisme » (Martin, 2020) du sens accordé aux pratiques alimentaires végétariennes et non-végétariennes, suivant la caste, la religion, le niveau de vie et le milieu de résidence.

Cela étant, l'échantillon n'a pas vocation à être représentatif statistiquement de la population indienne, ni même de l'Uttar Pradesh, l'important étant de pouvoir les situer dans l'espace social. Par exemple, les entretiens étant conduits au sein des ménages, j'ai aussi conduit des observations et inclut des questions sur la possession de biens durables (table, chaise, réfrigérateur, mode de cuisson...) des ménages, en suivant une grille de neuf biens également présente dans l'IHDS. Les biens durables servent souvent d'indicateurs de la richesse des ménages dans les enquêtes quantitatives indiennes. Afin d'ordonner synthétiquement les ménages par rapport à la possession de ces biens durables, j'ai réalisé une Analyse des Correspondances Multiples sur la possession de ces biens (variables dichotomiques oui/non) par les ménages enquêtés dans l'IHDS et j'ai projeté en supplémentaire les individus que j'ai enquêtés. La première dimension (93% de la variance totale en taux modifié de Benzécri) de cette analyse ordonne les ménages suivant une échelle de niveau de vie. On projette ici les coordonnées des ménages ruraux et urbains de l'IHDS et des enquêtés grâce à des boîtes à moustaches. L'indicateur de niveau de vie construit suivant cette méthode (Figure 6) montre que l'échantillon des entretiens est relativement diversifié, même s'il tend à être plus aisé que la population rurale de l'Uttar Pradesh, ce qui est lié à la réalisation de davantage d'entretiens dans les zones urbaines,

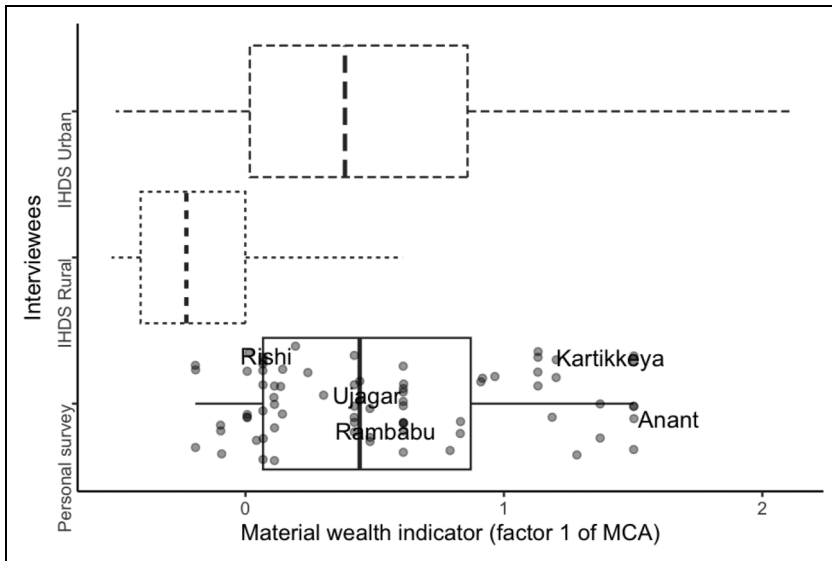


Figure 6. Distribution des ménages et des enquêtés sur l'échelle de niveau de vie en Uttar Pradesh

Légende : les boîtes à moustaches correspondent aux coordonnées des ménages (individus actifs de l'ACM) et des enquêtés (individus supplémentaires) sur l'axe 1, où les variables actives sont la possession (oui/non) de biens durables dans le ménage. Les points correspondent à la position des enquêtés sur l'échelle de niveau de vie, qui ont été labellisés lorsque des extraits d'entretiens sont cités dans l'article.

Note : les ménages à gauche (coordonnée proche de 0) ont un niveau de vie faible (ils possèdent peu de biens durables) par rapport aux ménages à droite (coordonnée positive éloignée de 0) qui ont un niveau de vie plus élevé (ils possèdent davantage de biens durables).

Source : Indian Human Development Survey II (2011-12) et tableau des enquêtés.

où les ménages sont en moyenne plus aisés. Le même exercice conduit sur la profession et la caste montre également la diversité de l'échantillon, avec un biais où les enquêtés sont légèrement plus aisés et appartiennent à des castes au statut social un peu plus élevé que la moyenne de la population de l'Uttar Pradesh. Au final, la principale limite de l'échantillon des entretiens est d'être principalement masculin. Malgré la passation au sein des ménages, il a ainsi été plus facile d'obtenir l'accord des hommes du ménage pour enquêter, et lorsque les femmes ont participé, elles n'étaient généralement pas seules (22 femmes ont tout de même participé à l'enquête).

Les informateurs étaient munis de la même grille d'entretiens que moi et étaient spécifiquement chargés de mener des relances suivant les réponses aux questions que je posais, mon propre niveau linguistique ne me permettant pas toujours d'assurer ce travail attentif.²⁴ Ce mode de passation a nécessité une préparation importante en amont de la grille d'entretiens. Si la question linguistique pose indéniablement des difficultés et a conduit à mettre en place ce dispositif, ma position d'« étranger » au milieu social étudié était aussi un avantage puisqu'elle justifiait des questions parfois perçues comme « naïves » ou trop « évidentes » par les informateurs avec qui je travaillais, pourtant précieuses ensuite dans l'analyse.

Suivant les réflexions de Sølvyberg et Jarness (2019) sur l'utilisation des entretiens pour mettre au jour des « frontières symboliques » (Lamont and Molnár, 2002), j'ai utilisé un large éventail de questions plus ou moins ouvertes ou fermées pour comprendre comment les personnes interrogées mobilisent différents « répertoires » pour faire sens de leur consommation et de celle des autres. D'une durée moyenne d'une quarantaine de minutes, les entretiens portaient sur les pratiques alimentaires actuelles du ménage, des pratiques alimentaires en lien avec la religion ou la caste, la manière dont les enquêtés définissent et justifient ce qu'est un « bon repas », un régime végétarien ou carné, et leur propre cartographie sociale subjective des caractéristiques des individus qui sont végétariens et de ceux qui ne le sont pas. En particulier ici, je me concentre sur la manière dont les répondants ont classé la consommation non-végétarienne en fonction des ressources et des contraintes économiques.

De manière spontanée, les ménages aisés de hautes castes tracent une frontière symbolique entre végétarisme et non-végétarisme qui ne correspond pas seulement à un marqueur religieux ou de caste, mais aussi en tant que marqueur de classe. Si les positions de castes et de classe sont en effet corrélées entre elles objectivement, cette association est aussi très présente dans les représentations spontanées du monde social des enquêtés, pour qui les Dalits sont forcément pauvres et les hautes castes forcément aisées.

Par exemple, Anant, un entrepreneur de haute caste hindou possédant plusieurs restaurants à Lucknow, m'a ainsi déclaré que parmi les ménages « illettrés » et qui n'ont pas beaucoup d'argent, en gagner un peu plus conduit à consommer davantage de viande et de poisson, mais que ce type de pratique n'arrive pas au sein des ménages de « middle class » et de « higher class ». La classe remplace ici la caste comme marqueur de la position sociale. L'ordre moral véhiculé par les hautes castes ne repose ainsi pas simplement sur le système des castes et l'idéologie hindoue (Paugam et al., 2017), mais aussi sur des discours rationalisant la position de caste en fonction de la classe et sur une stigmatisation de la pauvreté, pour déprécier les pratiques alimentaires.

Cette frontière de classe s'appuie sur des justifications économiques fondées sur des jugements moraux à propos des pratiques alimentaires des pauvres. En particulier, les ménages végétariens associent la consommation de produits non-végétariens à une « mauvaise utilisation » des dépenses du ménage (Colombi, 2020).²⁵ Par exemple, Rambabu, un Brahmane retraité, ancien petit commerçant, est un des répondants qui a exprimé cette idée de manière éloquente :

« Enquêteur- Selon vous, quels sont les éléments qui déterminent qui doit manger quoi ? Par exemple, vous dites que certaines communautés mangent plus de viande et de poisson, alors quels sont les éléments qui déterminent pourquoi elles mangent cela ?

Rambabu- Cela devient une habitude ! S'il y a plus d'argent, alors les basses communautés mangent !

Informateur - L'argent est aussi présent chez de nombreux brahmanes !

Rambabu- Il est là, mais ils n'en abusent pas ! Mais ces gens en font un mauvais usage quand ils ont plus d'argent ! ”

Ce répertoire économique moral n'est pas seulement articulé autour de l'idée que parce que les pauvres sont dalits, ils dépensent leur argent d'une mauvaise manière en consommant de la viande, mais aussi autour de l'idée que parce que les ménages dalits consomment de la viande, ils sont pauvres : autrement dit, c'est la consommation de produits non-végétariens qui enfermerait dans une condition économique misérable. Non seulement ce répertoire rend les ménages dalits pauvres responsables de leur condition économique, mais tend aussi à naturaliser leur condition de pauvreté, car derrière ce répertoire économique moral pointent toujours des préjugés très forts sur les pratiques alimentaires végétariennes ou non-végétariennes en fonction de la position de caste. Ce point a par exemple été évoqué dans mon échange avec Ujagar, un homme végétarien issu d'une caste de rang intermédiaire (Yadav), producteur laitier :

« Enquêteur- Certaines personnes disent qu'elles mangent de la viande et du poisson parce qu'elles veulent montrer qu'elles ont plus d'argent ?

Ujagar- Ce n'est pas ça, les gens pauvres en mangent aussi.

Enquêteur - Les pauvres mangent aussi ?

Ujagar- Ils mangent tous les jours, ils mangent tous les jours et achètent de la viande !

Enquêteur- Certaines personnes disent que les gens qui mangent de la viande sont pauvres.

Ujagar- Oui, c'est vrai ! Ils gagnent 1000 roupies et ensuite ils achètent de la viande et de l'alcool et s'appauvrissent. [...] C'est pourquoi il y a plus de pauvreté ! La communauté des dalits est assujettie à cause de ça ! Que l'on soit de haute caste, des yadavs [une caste intermédiaire] ou des basses castes, si on gagne plus d'argent, on ne cède pas à nos impulsions ! Nous n'utilisons pas une roupie ! Mais eux, ils achèteront de la viande, ils achèteront de l'alcool ! C'est une évidence, pauvre ou moins pauvre, ils vont certainement en acheter !

Et puis, alors qu'ils ont eu 1000 roupies, l'argent a disparu ! Nous, tout ce que nous ferons c'est de nous offrir un peu plus de lentilles, c'est tout ! "

Les jugements moraux basés sur le répertoire économique reflètent également l'ethno-centrisme de caste et de classe des ménages végétariens. En effet, d'un point de vue objectif, nutritionnel, la viande et les produits végétariens ne sont pas des biens aux apports nutritionnels si « chers » : l'apport protéique de la plupart des viandes (sauf la viande de mouton et de chèvre) et des œufs est en fait moins cher que l'apport protéique du lait et des produits laitiers (Figure 7).

On peut penser que ce discours n'est pas sans lien avec des propres pratiques alimentaires non-végétariennes au sein des ménages brahmanes ou de hautes castes hindoues. Pour ces ménages, si les produits alimentaires non-végétariens sont rarement consommés à l'intérieur du ménage, la consommation alimentaire de viande ou d'œufs dans des petites échoppes de rue, voire des restaurants, en dehors du cercle familial, mais dans un cercle amical, notamment masculin, est ainsi présente. Anant, que je viens d'évoquer, m'a ainsi dit après plusieurs hésitations, consommer lui-même de la viande en dehors de chez lui. Kartikkeya, un jeune enquêté Brahmane, sans doute issu d'une des familles les plus aisées que j'ai rencontré à Lucknow, vient d'une famille complètement végétarienne, mais lui-même se rend de temps en temps avec ses amis (exclusivement des hommes) dans des restaurants où l'on sert de la viande. Même parmi les ménages des castes supérieures, certains individus consomment donc occasionnellement des aliments non-végétariens.

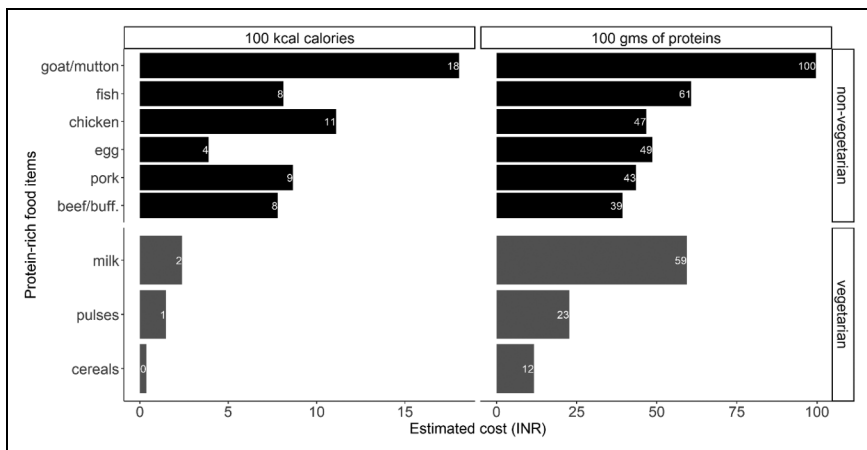


Figure 7. Coût énergétique et protéique d'une sélection de biens alimentaires

Légende : 100 kcal de viande de chèvre/mouton coûte 18 INR alors que la même énergie apportée par le lait ne coûte que 2 INR. 100 grammes de protéines de viande de chèvre/mouton coûte 100 INR, et 59 INR si cette même quantité de protéine est apportée par le lait.

Note : les coûts énergétiques et protéiques sont calculés à partir de la quantité totale consommée des biens dans les ménages et des dépenses totales associées à ces biens alimentaires.

Source : « Household Consumer Survey », National Sample Survey Office, 2011-12 et tableau des ressources nutritionnelles par bien alimentaire issu du rapport « Nutritional Intake in India » (NSSO, 2014: 14).

Mais ces pratiques correspondent souvent à des pratiques alimentaires « secrètes », hors du foyer, fondées sur un désir gustatif, de sorte que les produits non-végétariens ne sont pas considérés comme une ressource alimentaire (Khara et al., 2020).²⁶ Le répertoire économique moral, associé à un discours considérant la consommation de viande comme une « impulsion » à laquelle il ne faut pas céder, semble ainsi être le résultat d'un ethnocentrisme de caste. Les répondant-es de caste dalit auprès de qui j'ai enquêté-es m'ont d'ailleurs souvent dit qu'ils et elles pensaient que les personnes brahmanes consomment de la viande, la pratique apparaissant comme un secret de polichinelle, comme le rapporte Rishi, un ouvrier de caste dalit vivant en zone semi-urbaine autour de Lucknow :

« Rishi- Les brahmanes ne mangeront pas devant moi ! Ils mangeront en secret ! Je ne peux pas non plus le leur dire ou leur en parler qu'ils mangent de la viande ! Alors qu'ils mangent aussi en fonction de leurs propres choix ! Cela n'a rien à voir avec la non-violence, il s'agit de leur propre religion !

Dans cet entretien, Rishi, lui-même consommateur de viande, conteste la justification du végétarisme au nom d'un principe éthique, la non-violence, et la ramène à une pratique religieuse individuelle. La mention explicite que lui-même de caste dalit n'oserait pas en parler avec ses connaissances brahmanes, ni qu'elles mangeraient de la viande avec lui, montre bien que le végétarisme des castes brahmanes s'inscrit dans une logique d'affirmation du statut social.

L'hégémonie culturelle du végétarisme en question

Les jugements économiques participent ainsi de la dévalorisation des pratiques non-végétariennes des castes au statut social peu élevé et participent donc à renforcer la légitimité du végétarisme, pour reprendre le modèle culturel de la *Distinction* (Bourdieu, 1979).

Ce modèle fait aussi l'hypothèse d'une homologie structurale entre groupes sociaux. Autrement dit, les pratiques culturelles dominantes au sein des fractions dominantes sont reconnues comme telles au sein des fractions dominées de l'espace social, et le moindre engagement des fractions dominées envers ces pratiques repose sur leur « incompetence » (à s'emparer des répertoires culturels les plus légitimes). Au sein de la société française, la « bonne volonté culturelle » de la petite-bourgeoisie dénote cependant les efforts des fractions dominées de l'espace social d'émuler les pratiques culturelles des fractions dominantes. Dans le contexte de la légitimité culturelle du végétarisme en Inde, l'ascension sociale des castes au statut social peu élevé entraînerait alors une plus forte adhésion au végétarisme, suivant un processus nommé « sanskritisation » par le sociologue M. N. Srinivas (1956). Parmi les castes opprimées, les ménages aux niveaux de vie plus élevés seraient ainsi davantage végétariens que les ménages plus pauvres. Dans cette hypothèse, le niveau de vie marque avant tout une position statutaire plutôt qu'une ressource économique.

Pourtant, en suivant les débats de Grignon et Passeron notamment, on peut penser que les fractions dominées de l'espace social font aussi preuve d'une certaine « indifférence » à la légitimité culturelle, pour échapper à ses effets, voire cultivent une certaine

« autonomie culturelle » en ayant des principes de hiérarchisations culturelles spécifiques (Grignon and Passeron, 1989 ; Robette and Roueff, 2017). Loin d’avoir un effet positif sur la proportion de ménages végétariens, une élévation du niveau de vie pourrait au contraire favoriser la consommation de produits non-végétariens. Dans cette hypothèse, les variations du végétarisme en fonction du niveau de vie sont liées aux contraintes économiques plus ou moins fortes qui pèsent sur les ménages.

L'échelle de légitimité du végétarisme : interaction entre caste et niveau de vie

Afin de tester ces deux modes d’engagement culturels, on examine les effets du niveau de vie sur la proportion de ménages végétariens au sein de chacun des groupes de caste et de religion (Figure 8). Cette analyse est réalisée pour les ménages du nord-ouest et du

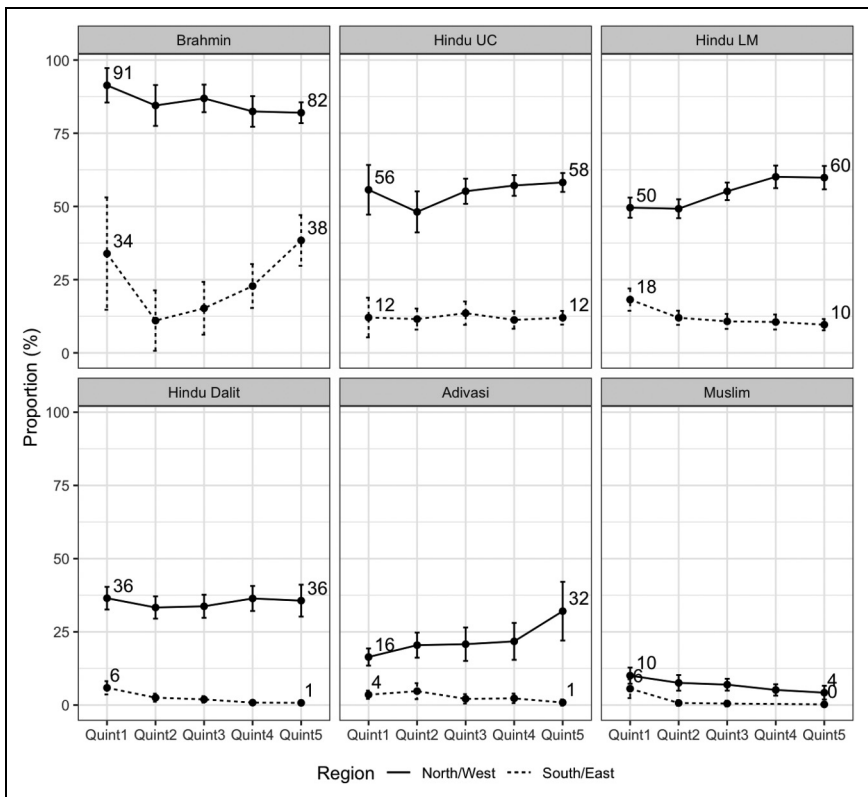


Figure 8. Proportion de ménages végétariens en fonction du niveau de vie, suivant la caste, la religion et la région de résidence
 Lecture : dans le nord-ouest, 91% des ménages brahmanes du premier quintile sont végétariens contre 82% des ménages brahmanes du dernier quintile.
 Note : les intervalles de confiance sont représentés au seuil de 95%.
 Champ : Ensemble des ménages indiens.
 Source : Indian Human Development Survey II (2011-12).

sud-est séparément, dans la mesure où on a déjà avancé que le régime végétarien était beaucoup moins distinctif (du point de vue de la caste et de la religion) dans le sud-est de l'Inde.

Globalement, le niveau de vie n'a qu'un effet relativement limité sur le végétarisme des ménages, ce qui renvoie d'ailleurs au fait que dans les analyses géométriques précédentes, les produits non-végétariens n'étaient que très peu corrélés aux biens alimentaires de base et de « confort » sur l'axe opposant ménages pauvres et aisés.

Dans le nord-ouest, parmi les castes au statut social peu élevé (castes moyennes hindoues, castes dalits et adivasis), on peut toutefois distinguer deux profils différents. Pour les castes moyennes hindoues ainsi que pour les ménages adivasis, un niveau de vie plus élevé signifie une augmentation de la proportion de ménages végétariens. Pour les premiers, on observe ainsi une variation de 11 points de pourcentage entre les ménages du premier et du dernier quintile de niveau de vie (entre 49% et 60% de ménages végétariens) et pour les seconds la variation est de 16 points de pourcentage (entre 16% et 32% de ménages végétariens). Pour ces ménages, l'adhésion plus ou moins forte au végétarisme semble donc dépendre d'une position statutaire, en partie atteinte par un niveau de vie plus élevé, qui amène à se conformer aux pratiques culturelles des hautes castes brahmanes. Notons que cet effet n'est pas présent dans le sud-est de l'Inde.

Pour les ménages dalits, les variations du niveau de vie ne modifient pas la probabilité d'être végétarien. Il est donc impossible de conclure que les ménages de castes dalits s'inscrivent dans un processus de sanskritisation, par lequel elles adhèrent aux valeurs culturelles des castes brahmanes. Cette particularité témoigne-t-elle d'une autonomie culturelle des Dalits, même relative, par rapport à la valorisation du végétarisme des hautes castes brahmanes ? S'il y a autonomie, celle-ci n'est en effet pas absolue puisque loin d'avoir un effet négatif sur le végétarisme, le niveau de vie a un effet nul. Il est en fait possible que l'absence d'association entre niveau de vie et végétarisme pour les ménages dalits reflète l'articulation simultanée, tant de la sanskritisation que de l'autonomie culturelle.²⁷

« On ne peut pas manger non-végétarien » : le poids de la pauvreté dans la consommation de viande chez les Dalits

Pour mieux appréhender cette éventuelle autonomie culturelle, je m'appuie sur les entretiens menés auprès de ménages dalits. Souvent, lorsque interrogés sur leur consommation de viande, les répondant-es de ce groupe de castes déclaraient ne pas disposer de suffisamment de ressources économiques pour en consommer. De fait, la valorisation du végétarisme parmi les castes supérieures hindoues contraste bien avec la valorisation globalement positive des pratiques de consommation de viande parmi les dalits de milieux économiques pauvres ou modestes que j'ai rencontré.

Mais ces pratiques alimentaires sont bien économiquement contraintes et sont réservées à des occasions exceptionnelles, par exemple lors de festivals ou de mariages, notamment pour les viandes les plus coûteuses. Ces ménages dalits pauvres ont parfois mentionné deux caractéristiques alimentaires qui les aident à faire face au « choix du nécessaire » : acheter des morceaux de viande moins onéreux, tels que les abats, particulièrement méprisés dans les autres milieux sociaux, ou bien, mais de manière très marginale, autoproduire sa propre viande. Ces pratiques alimentaires incluant des

éléments carnés s'apparentent donc au principe de la « nécessité faite vertu » évoquée par Bourdieu pour décrire les pratiques culturelles des classes populaires. Elles s'opposent au désir gustatif qui motive les classes aisées à consommer des produits non-végétariens dans une logique déviante par rapport à l'hégémonie du végétarisme.

Par ailleurs, si les répondant-es dalits insistent sur le fait que leur consommation de viande est contrainte par leurs ressources économiques, cela ne signifie pas qu'ils et elles sont « incompétent-es » ou même « indifférent-es » à toute forme de normes culturelles et à l'affirmation de leur respectabilité sociale. Ainsi, tout en ayant des ressources économiques faibles, les ménages dalits rencontrés, et notamment les femmes répondantes, qui jouent un rôle clef dans les dépenses de ces ménages (ce n'est pas forcément le cas parmi les hautes castes), insistent sur l'importance de gérer son budget avec ce que l'on a, d'être auto-discipliné-e dans la gestion des ressources économiques du ménage, et de ne pas avoir des dépenses fortuites, notamment en veillant à ne pas dépenser ses ressources en alcool. Consommer de la viande était donc associé parmi les ménages dalits avec une insistance sur la respectabilité du ménage en termes de gestion des ressources économiques. La consommation non-végétarienne apparaît tout sauf une pratique superflue telle qu'elle peut être considérée au sein des ménages de hautes castes.

Tout porte à croire qu'il y a donc un effet « pauvreté » dans la consommation végétarienne des ménages dalits : les ménages de ce groupe sont au moins en partie végétariens parce qu'ils sont pauvres. La distinction entre végétarisme / non-végétarisme des castes au statut social peu élevé s'inscrit ainsi partiellement dans une logique de subsistance. L'importance des produits non-végétariens dans la diversité du panier alimentaire des castes opprimées est par ailleurs confirmée par d'autres études : depuis 1947, les États indiens ont restreint l'abattage ou la vente de viande de vache ou de bovins (Ferry, 2017). L'étude causale des conséquences nutritionnelles de ces interdictions (Dasgupta et al., 2023) montre que les interdictions de l'abattage de bovins (diminuant la viande bovine disponible à la consommation) ont augmenté de 10% le taux d'anémie chez les femmes appartenant aux castes au statut social peu élevé, ce qui n'est pas le cas pour les hautes castes hindoues ; signe que la viande constitue bien une ressource nutritionnelle importante pour les castes en bas de la hiérarchie sociale.

Afin de formellement éprouver l'assertion que le végétarisme des Dalits est en partie lié à leur niveau de pauvreté, je propose d'étudier de manière longitudinale le végétarisme des ménages : l'enquête mobilisée a en effet été menée une première fois en 2004-05 et répétée auprès des mêmes ménages en 2011-12. En me concentrant sur les ménages qui étaient sous le seuil de pauvreté en 2004, je regarde si ces ménages sont toujours sous la barre de pauvreté en 2012 ou non.²⁸

La comparaison de la probabilité d'être végétarien suivant ces différentes configurations permet alors de voir quel est l'effet d'une sortie de la pauvreté pour les ménages pauvres sur leur végétarisme (Figure 9). Parmi les ménages pauvres en 2004-2005, pour quasiment tous les groupes de caste, on constate une diminution de la probabilité d'être végétarien en 2012, quel que soit le statut économique pauvre ou non-pauvre dans cette deuxième vague d'enquête. Mais c'est seulement pour les ménages dalits du nord-ouest qu'on observe une différence sur le végétarisme entre le fait d'être resté pauvre (la probabilité d'être végétarien diminue très peu) ou d'être sorti de la pauvreté : la probabilité d'être végétarien diminue plus sensiblement.

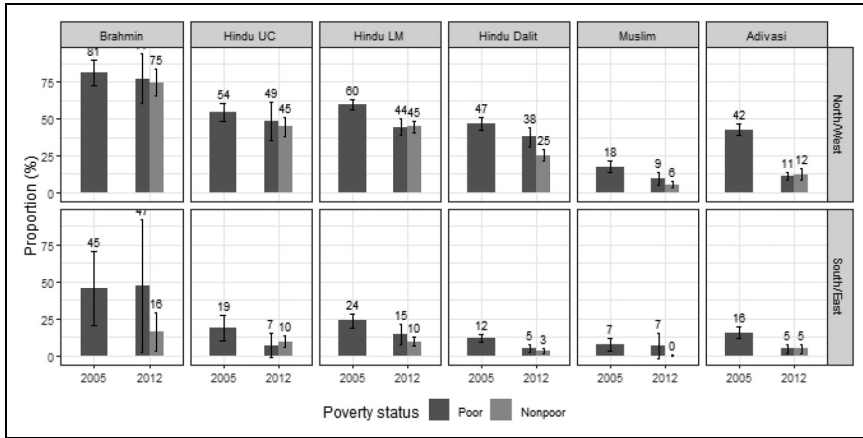


Figure 9. Proportion de ménages végétariens parmi les ménages pauvres en 2004-2005 en fonction de leur statut de pauvreté en 2011-2012, suivant la caste/religion et la région de résidence. Lecture : dans le nord-ouest, 54% des ménages hindous de hautes castes pauvres en 2004-05 étaient végétariens. En 2011-12, 49% des ménages qui sont toujours pauvres sont végétariens, contre 45% des ménages qui ne sont plus pauvres.

Note : les intervalles de confiance sont représentés au seuil de 95%.

Champ : Ensemble des ménages indiens pauvres en 2004-2005.

Source : Indian Human Development Survey I & II (2004-2005 et 2011-12).

Il y a donc bien un effet « pauvreté » pour les ménages dalits sur leur végétarisme qui apparaît en partie comme une contrainte économique lorsqu'on examine les variations du niveau de vie de manière diachronique pour les ménages avec de faibles ressources économiques.

Comment comprendre cette coexistence d'une logique de subsistance dans le végétarisme - où lorsque les ménages dalits ont plus de ressources économiques ils ont tendance à davantage consommer de biens non-végétariens -, avec un possible processus d'émulation culturelle - où lorsque les ménages de ce même groupe de caste connaissent une ascension sociale (par le diplôme notamment), ils sont plutôt plus fréquemment végétariens- ?

Ces deux processus se combinent pour les mêmes ménages dans la mesure où ils correspondent à des logiques présentes aux deux extrêmes de la position socio-économique, et s'inscrivent dans des rapports différents à l'avenir. La logique de subsistance pour les ménages dalits qui s'extrait de la pauvreté s'insère dans un rapport à l'avenir immédiat, caractéristique de la condition de pauvreté (Duvoux and Papuchon, 2018), tandis que le processus statutaire d'émulation culturelle suppose une orientation temporelle dirigée vers l'avenir, qui suppose que l'on puisse subvenir aux besoins présents. En d'autres termes, pour envisager s'élever socialement et légitimer sa position sociale suivant le processus de sanskritisation, encore faut-il pouvoir survivre dans le temps présent. Le « sentiment de l'avenir », pour reprendre Nicolas Duvoux (2023), marqué ici par l'insécurité matérielle du fait de la précarité économique, permet ainsi d'esquisser les ressorts d'une forme d'« autonomie culturelle » par rapport aux catégories dominantes, les hautes castes brahmanes.

Conclusion

Dans cet article, j'ai d'abord mis en évidence l'inscription économique et géographique de la segmentation sociale du panier alimentaire des ménages indiens. Si la segmentation spatiale apparaît primordiale pour saisir la diversité des styles de vie alimentaires des ménages, on s'est ici attaché à distinguer deux « espaces sociaux localisés » (Laferté, 2014) qui se détachaient de l'analyse, présentant des logiques de structuration autonomes bien qu'en partie homologues. En me centrant sur le nord-ouest de l'Inde davantage végétarien, j'ai ensuite identifié le rôle structurant du végétarisme par rapport à la position de caste et de religion dans cette région de l'Inde.

Mais la caste est un facteur structurant transversal, à la fois aux logiques de distinctions économiques et de l'hégémonie culturelle du végétarisme. Cette transversalité du principe structurant de la caste s'explique par le chevauchement important entre les positions de caste et de classe dans la stratification indienne, ou entre l'ordre statutaire de caste et l'ordre économique (Vaid, 2012). Cette cartographie sociale permet ensuite de saisir l'importance des jugements moraux fondés sur une justification économique des hautes castes végétariennes pour dénigrer la consommation non-végétarienne des ménages pauvres de basse caste. À l'inverse, en me centrant sur les ménages de basse caste dalit, je montre que la viande et les produits végétariens s'inscrivent dans une logique de subsistance, laissant entendre une forme d'autonomie culturelle en bas de la hiérarchie des castes par rapport à l'hégémonie culturelle des brahmanes. Le niveau de vie dénote deux processus sociaux qui influent sur le régime alimentaire, eux-mêmes structurés par le rapport au temps – subsistance orientée dans le temps présent ou statut social projeté dans l'avenir – qui permettent de comprendre la proximité et la distance par rapport à la norme alimentaire du végétarisme.

Cette analyse permet d'enrichir le modèle de la *Distinction* en montrant que si les distinctions entre biens culturels ne sont pas toujours nécessairement exprimées subjectivement suivant la logique symbolique qui leur est associée, cela ne signifie pas qu'elles ne sont pas distinctives objectivement. L'analyse des styles de vie alimentaires montre bien que les biens alimentaires relèvent à la fois de la « nutrition et de la culture » (Khare, 1980). Loin d'opposer la « matérialité » de l'alimentation à sa dimension symbolique, cette étude montre donc comment des caractéristiques matérielles peuvent devenir des marqueurs symboliques et hautement distinctifs sur le plan culturel.

Les jugements fondés sur des critères matériels évitent en apparence une charge stigmatisante pour « passer inaperçu » en termes de distinctions statutaires (Jarness and Friedman, 2017 ; Mayer and Michelat, 2001), tout en les renforçant au final. Le fait d'examiner à la fois la segmentation sociale objective des pratiques alimentaires et les frontières symboliques favorise notre compréhension de la manière dont les biens alimentaires sont « stylisés », c'est-à-dire comment ils sont associés à des valeurs symboliques distinctives (Grignon and Grignon, 1980). Si les pratiques alimentaires ne sont pas nécessairement exprimées subjectivement en termes de frontières de caste, cela ne signifie pas qu'elles ne sont pas distinctives objectivement du point de vue de la caste. La caste n'est toutefois jamais loin dans les discours, et les frontières sociales de caste sont en fait renforcées par la mobilisation d'autres répertoires.

Enfin, l'analyse à la fois statistique et par entretiens montre tout son intérêt pour étudier la proximité et la distance par rapport aux normes sociales, et permet d'identifier

les signes d'une « autonomie relative » (Grignon and Passeron, 1989) des groupes les plus éloignés de la culture légitime. De même que pour l'analyse des pratiques culturelles en France (Robette and Roueff, 2017), l'analyse statistique montre ainsi des indices de cette autonomie, qui, combinés à l'analyse des entretiens, permettent de mesurer à la fois la saillance de la norme sociale végétarienne, mais aussi de relativiser sa portée géographique et sociale dans l'Inde contemporaine.

Déclaration de conflits d'intérêt

L'auteur déclare n'avoir aucun conflit d'intérêt potentiel pour tout ce qui concerne le déroulement de la recherche, les droits d'auteur et/ou la publication de cet article.

Financement

L'auteur a bénéficié d'un contrat doctoral, complété par un soutien financier de la Fondation des Treilles, permettant la réalisation du terrain et de la recherche doctorale qui ont servi de support à l'écriture de cet article.

Remerciements

L'auteur remercie les évaluateurs et évaluatrices anonymes ainsi que le comité éditorial du *Bulletin de Méthodologie Sociologique* pour leurs précieuses suggestions et leur accompagnement dans l'affinement des analyses proposées dans cet article.

Notes

1. Le chapitre 3 de la Distinction procède pourtant bien à une analyse des logiques des distinctions alimentaires au sein de la société française (Bourdieu, 1979). On notera avec malice qu'une des alternatives théoriques au modèle de la légitimité repose sur une métaphore alimentaire (omnivorisisme versus univorisisme) mais a avant tout été appliquée à des domaines culturels légitimes (Peterson, 1997). Il ne faut toutefois pas exagérer cette négligence pour les domaines de consommation courants au sein de la sociologie française, en notant par exemple l'intérêt de la sociologie des styles de vie pour étudier l'empreinte écologique de la consommation (Coulangeon et al., 2023).
2. Par exemple, le questionnaire distingue parmi la consommation de fruits frais une vingtaine d'items.
3. Toutefois dans la dernière décennie, l'interférence des pouvoirs politiques avec l'appareil statistique public pose question (Ghosh, 2020). La dernière enquête de consommation des ménages du NSSO disponible date de 2011-2012. Bien qu'une nouvelle enquête sur la consommation ait été menée en 2017-2018, les données n'ont jamais été publiées, malgré les demandes explicites de la communauté académique. Sous le prétexte de biais dans la collecte des données, le gouvernement central a ainsi décidé de ne pas publier les données brutes. Des rapports de presse ont toutefois révélé que les dépenses totales des ménages entre les deux dernières vagues ont diminué pour la première fois en quatre décennies. L'impact de la démonétisation de 2016 pourrait avoir affecté les dépenses des ménages indiens sur le long terme, un point que le gouvernement est réticent à reconnaître.
4. On peut toutefois aussi objecter que le ménage est l'unité autour de laquelle s'organise la vie économique, du point de vue des ressources et des dépenses, rendant cette unité d'analyse incontournable. L'analyse de la consommation alimentaire peut alors se faire à l'aide de

- « modèles multiniveaux » pour étudier les facteurs individuels tout en tenant compte des configurations familiales dans les pratiques alimentaires (Ferry, 2021 : 173-210).
5. Une question enregistre également la caste à un niveau détaillé (la « jati »). Toutefois, l'utilisation de la variable correspondante nécessite un nettoyage des données conséquent et fastidieux qui n'a pas été mené à l'échelle de l'Inde entière (Ferry, 2019) et qu'on ne mobilisera donc pas ici.
 6. À titre de comparaison, les ménages français consacrent en moyenne 19% de leur budget aux dépenses alimentaires (en incluant l'alcool et le tabac) d'après l'enquête INSEE « Budget de Famille » (Demoly and Schweitzer, 2020). En valeur absolue, les dépenses moyennes mensuelles des ménages s'élèvent en moyenne à 3 795 INR d'après le NSSO et 3 710 INR d'après l'IHDS. On est également très rassuré par le fait que des analyses géométriques des données conduites sur les données du NSSO témoignent d'une structuration du panier des ménages assez similaire avec celles de l'IHDS (Ferry, 2021 : 243-278).
 7. Le niveau de vie correspond à l'ensemble des dépenses des ménages divisé par le nombre de membres du ménage, mesure qui a été discrétisée en quintiles.
 8. Les modalités de l'obtention de cette carte de la part de l'appareil étatique renvoient à l'histoire compliquée de la mise en place d'une bureaucratie de la protection sociale en Inde (Sriraman, 2018), en particulier lorsqu'elle cible des populations qui n'ont pas forcément de lieu de résidence officiel (habitants des bidonvilles par exemple). Les « Fair Price Shops » sont par ailleurs régulièrement accusés de corruption dans les médias indiens et j'ai ainsi été témoin d'une descente de police lors d'un de mes terrains d'enquête à Lucknow, où le responsable du local a été embarqué par la police.
 9. L'importance de l'autoproduction laitière fait sens lorsqu'on se rappelle que l'économie laitière est extrêmement décentralisée à l'échelle indienne (Aubron et al., 2023).
 10. Le même principe a été suivi dans l'enquête IHDS mais les données disponibles ne permettent pas véritablement de désagréger la part autoproduite de celle achetée à l'extérieur du ménage. Une alternative de mise en équivalence aurait pu être de se fonder sur les quantités consommées plutôt que sur la valeur monétaire mais cela pose alors le problème de la mise en équivalence des biens entre eux (comment comparer 1 kilogramme de blé par rapport à 1 litre de lait), d'autant plus problématique lorsqu'on raisonne de manière agrégée sur les postes alimentaires.
 11. Le détail de la composition du panier alimentaire est disponible dans le Tableau A1 en annexe. L'agrégation suivie ici correspond d'ailleurs à la classification emboîtée des enquêtes du NSSO.
 12. La notion a par la suite été popularisée par Mohandas Karamchand Gandhi (2006).
 13. La philosophe Florence Burgat documente par un journal de voyage l'écart entre son itinérance à la rencontre de responsables d'associations de défense des animaux en Inde et cette éthique de la non-violence telle qu'elle a circulé dans le monde occidental, qui n'est pas sans rappeler l'« invention de l'Inde » orientaliste décrite par Roland Lardinois (2007).
 14. La fourchette temporelle surestime probablement le végétarisme, car si on ne consomme qu'occasionnellement des biens non-végétariens et en particulier pas au cours du dernier mois, on passe sous le radar.
 15. J'ai argumenté dans ma thèse que l'analyse de la consommation alimentaire restait pertinente à partir de ces enquêtes malgré un possible biais lié à la sous-déclaration, les pratiques déclarées étant le reflet de leur acceptabilité sociale et donc révélatrices des normes sociales (Ferry, 2021 : 67-99).
 16. Dans les faits, la conduite d'une ACP sur les postes alimentaires relègue bien les consommations alimentaires dont les distributions sont les plus asymétriques à des axes secondaires (3ème et 4ème axes).
 17. Une alternative à cette discrétisation aurait pu être de réaliser une « ACP des rangs » reposant sur la corrélation de Spearman ou de Kendall plutôt que sur la corrélation de Pearson

usuellement utilisée dans les ACP. La discrétisation est ici réalisée sur les coefficients budgétaires alimentaires (en %), avec pour règles que si en moyenne au moins 5% des valeurs de la distribution des coefficients sont nuls (les ménages ne consommant pas du tout l’item alimentaire), alors une modalité consommation nulle pour l’item est créée. Ensuite, la discrétisation est réalisée par quantiles, en veillant à ne pas avoir de modalité qui représente moins de 5% des ménages et pas un nombre de modalités trop disparate entre les items alimentaires. Les labels de ces variables sont indiqués suivant les intervalles de quantiles, par exemple « milkprod_3/3 » signifie que les valeurs positives du coefficient budgétaire consacré aux produits laitiers ont été discrétisées en trois classes, cette modalité correspondant aux valeurs du coefficient au-dessus du 2ème tercile. Le label « milkprod_no » signifie que les ménages qui prennent cette modalité ne consomment pas de produits laitiers.

18. Elle est codée à partir de l’activité économique principale du ménage et distingue en premier lieu le statut par rapport à l’emploi avec les journalier·ères (payé·es à la journée, voire parfois à l’heure ou à la tâche) qui peuvent être ouvrier·ères (principalement du bâtiment) ou ouvrier·ères agricoles, les indépendant·es, correspondant aux agriculteur·rices (propriétaires de leurs terres ou métayers) ou aux commerçant·es indépendant·es et les salarié·es, correspondant généralement à des positions professionnelles plus stables et qualifiées.
19. Il correspond ici au niveau de diplôme le plus élevé parmi les adultes du ménage. Fortement corrélé au niveau de vie, il structure de manière similaire les styles de vie alimentaire. À une échelle d’analyse individuelle, le diplôme montre toutefois une force structurante dans les styles de vie alimentaire, comme analysé dans le chapitre 6 de ma thèse (Ferry, 2021).
20. Cette typologie régionale, que l’on peut voir représentée sur la Figure A1, reprend celle proposée par le National Family Household Survey.
21. On peut s’interroger sur les ressorts de cette segmentation spatiale du végétarisme, dont l’anthropologue Marvin Harris propose qu’elle s’inscrive dans une forme de « matérialisme culturel », où les régimes alimentaires résultent des conditions écologiques et climatiques locales. On conçoit bien cet ancrage pour les cultures céréalières mais il est moins évident pour la viande (la thèse de Harris se focalise sur l’abstinence à la consommation de viande bovine seulement, qui serait une réponse sociale à la rareté des ressources animales dans des climats arides).
22. Notons que la segmentation régionale du végétarisme varie au sein des groupes de caste et de religion. Ainsi, Dumont notait dans son anthropologie des rapports de caste que les brahmanes de l’est de l’Inde consomment du poisson, faisant exception par rapport aux autres régions (Dumont, 1967).
23. Voir la Figure A4 en annexe pour visualiser le premier plan factoriel de l’Inde du sud-est. On peut aussi comparer la corrélation de la position des ménages sur l’ACM portant sur l’ensemble de l’Inde avec les ASC sur les deux ensembles régionaux (Tableau A3), montrant une forte corrélation pour les deux ensembles régionaux en ce qui concerne le premier axe, mais une corrélation très faible du second axe de l’ASC du sud-est avec l’ACM globale.
24. Je remercie en particulier Anil Kumar, Javed Mohammed Alam et Mujebur Rahman, qui ont été d’une aide précieuse tout au long de ce terrain. Les entretiens ont été enregistrés et traduits en anglais par Himanshu Beck, que je remercie pour son patient travail et nos discussions nourries sur les traductions. Toutes ces personnes ont été rémunérées pour leur participation à l’enquête. Précisons que les enquêtés n’ont quant à eux pas été rémunérés et que la très grande majorité des personnes sollicitées était désireuse de participer. Cette recherche a bénéficié d’un soutien financier de la Fondation des Treilles, sans qui ce terrain n’aurait pas pu être réalisé. La Fondation des Treilles, créée par Anne Gruner Schlumberger, a notamment pour vocation d’ouvrir et de nourrir le dialogue entre les sciences et les arts afin de faire progresser la création et la recherche contemporaines. www.les-treilles.com.

25. Notons que le répertoire moral économique qui renforce la frontière symbolique du végétarisme s'applique aux basses castes hindoues et pas aux musulmans qui sont pourtant les plus fréquemment non-végétariens (en fait, le plus souvent, les régimes alimentaires des ménages musulmans font l'objet d'un dégoût et d'un stigmate spécifique, et renforce les préjugés existants à l'encontre de cette minorité religieuse).
26. Sur le rôle des pratiques alimentaires dans lesquelles les individus s'engagent parce qu'elles sont « excitantes » et comme moyen de contester l'ordre social, voir l'analyse de (Desoucey, 2016) sur la consommation de foie gras dans les « duckeasies » (une référence claire aux « speakeasies » de la période de prohibition de l'alcool) aux États-Unis après sa prohibition dans certains États et certaines villes. En accompagnant Kartikkeya à plusieurs reprises dans des restaurants où l'on sert de la viande à Lucknow, mais aussi en rencontrant par hasard des jeunes hommes en groupe dans ces lieux, il m'a semblé trouver une atmosphère correspondante.
27. De fait, quand on examine les variations du végétarisme suivant le niveau de diplômes au sein des ménages, ou de la propriété foncière, indicateurs de la position statutaire, il y a bien un effet positif sur le végétarisme y compris pour les ménages dalits (voir Ferry, 2021).
28. Le seuil de pauvreté correspond à une mesure absolue du niveau de dépense par tête des ménages calculée par une commission nationale (la « Tendulkar commission »), et qui est différenciée suivant les années, les régions et les zones de résidence rurale ou urbaine. Ce seuil est calculé de manière à pouvoir subvenir aux besoins nutritionnels caloriques des individus. La Figure A5 distingue l'évolution du statut de pauvre à non pauvre entre les deux vagues d'enquête. Cette mesure de la pauvreté tient globalement mieux compte des conditions socio-économiques locales de résidence des ménages que la mesure du niveau de vie par tête et explique qu'en 2012, si 80% des ménages du premier quintile de niveau de vie sont classés comme pauvres, c'est aussi le cas de 8% des ménages du second quintile.

Références

- Al Dahdah M, Ferry M, Guérin I et al. (2020) The Covid-19 Crisis in India. *Books & ideas*. Epub ahead of print 13 April 2020.
- Aubron C, Bainville S and Philippon O (2023) Livestock farming in Indian agrarian change: does it benefit the poor? *Revue internationale des études du développement* 252(2). Éditions de la Sorbonne: 189–224.
- Bhattacharya P (2023) India's Statistical system: past, present, future. Carnegie endowment for international peace: building state capacity for inclusive development. Available at: <https://carnegieendowment.org/2023/06/28/india-s-statistical-system-past-present-future-pub-90065> (accessed 9 October 2023).
- Bourdieu P (1979) *La Distinction: critique sociale du jugement. Le Sens commun*. Paris: Éditions de Minuit.
- Bourdieu P (1993) *Effets de lieu*. In: *La Misère Du Monde. Points/Essais*. Paris: Seuil : 249–250.
- Bruckert M (2018) *La chair, les hommes et les dieux: la viande en Inde*. CNRS Éditions.
- Burgat F (2014) *Ahimsa: violence et non-violence envers les animaux*. Interventions. Paris: Éd. de la Maison des sciences de l'homme.
- Cardon P, Depecker T and Plessz M (2019) *Sociologie de l'alimentation*. Paris: Armand Colin.
- Chancel L and Piketty T (2017) *Indian income inequality, 1922-2014: From British Raj to Billionaire Raj?* 11, WID.world, July. World Wealth and Income Database.
- Chauvel L (1999) Du pain et des vacances: la consommation des catégories socioprofessionnelles s'homogénéise-t-elle (encore)? *Revue Française de Sociologie* 40(1): 79.

- Chiche J and Le Roux B (2010) Développements récents en analyse des correspondances multiples. *Modulad* (42). Epub ahead of print 2010.
- Colombi D (2020) *Où va l'argent des pauvres: fantômes politiques, réalités sociologiques*. Paris: Payot.
- Coulangeon P, Demoli Y and Ginsburger M, et al. (2023) *La Conversion écologique des français: contradictions et clivages. Ire édition. Le lien social*. Paris: PUF.
- Dasgupta A, Majid F and Orman WH (2023) The nutritional cost of beef bans in India. *Journal of Development Economics* 163: 103104.
- Deaton A and Kozel V (2005) Data and Dogma. *World Bank Research Observer* 20(2): 177–200.
- Demoly E and Schweitzer C (2020) Les ménages les plus modestes dépensent davantage pour leur logement et les plus aisés pour les transports. *Insee Focus* (203). Epub ahead of print 15 September 2020.
- Deshpande S (2005) Castes et inégalités sociales dans l'Inde contemporaine. *Actes de la recherche en sciences sociales* 160(5): 98–116.
- Desoucey M (2016) *Contested tastes: foie gras and the politics of food. Princeton studies in cultural sociology*. Princeton: Oxford: Princeton University Press.
- Desrosières A (2001) Entre réalisme métrologique et conventions d'équivalence : les ambiguïtés de la sociologie quantitative. *Genèses* 43(2): 112–127.
- Doniger W (2000) *Introduction*. In: *The Laws of Manu*. New Delhi: Penguin Books.
- Dumont L (1967) *Homo Hierarchicus: essai sur le système des castes*. Paris: Gallimard.
- Duvoux N (2023) *L'avenir confisqué: Inégalités de temps vécu, classes sociales et patrimoine. Ire édition*. Paris: PUF.
- Duvoux N and Papuchon A (2018) *Qui se sent pauvre en France Pauvreté subjective et insécurité sociale. Revue française de sociologie* 59(4). Paris: Presses de Sciences Po: 607–647.
- Ferry M (2017) Le terrorisme de la vache. *La Vie des idées*. Epub ahead of print 17 November 2017.
- Ferry M (2019) Les liens de la caste : Quantifier des identités sociales à l'aide de questions ouvertes. Sciences Po OSC Papers. Available at: <https://www.sciencespo.fr/osc/fr/node/2089.html>.
- Ferry M (2020) What's India's beef with meat? *Hindu orthopraxis and food transition in india since the 1980. Sociological Forum* 35(2): 511–534.
- Ferry M (2021) *What goes around meat eating, comes around: Vegetarianism as a status marker in contemporary India*. PhD Dissertation. Sciences Po, Paris. Available at: <https://hal.archives-ouvertes.fr/tel-03620008/> (accessed 11 July 2022).
- Ferry M (2023a) Social Honour. In: SS Jodhka and B Rehbein (eds) *Global handbook of inequality*. Cham: Springer International Publishing, pp. 1–21. Available at: https://doi.org/10.1007/978-3-030-97417-6_20-1 (accessed 2 November 2023).
- Ferry M (2023b) Vegetarianism and non-vegetarian consumption in India. In: CZ Guilmoto (ed.) *Atlas of gender and health inequalities in India. Demographic Transformation and Socio-Economic Development*. Cham: Springer Nature Switzerland, pp. 29–39. Available at: https://doi.org/10.1007/978-3-031-47847-5_3 (accessed 18 January 2024).
- Ferry M (2024) *Le gastro-nationalisme de la vache en Inde. L'instrumentalisation d'un symbole religieux dans le renforcement du sentiment national hindou et la stigmatisation des musulmans. Critique internationale* 103(2). Paris: Presses de Sciences Po: 11–38.
- Ferry M, Naudet J and Roueff O (2018) Seeking the Indian social space. *A multidimensional portrait of the stratifications of Indian society. South Asia Multidisciplinary Academic Journal*. Epub ahead of print 20 February 2018.
- Flemmen M, Johs Hjelbrekke and Jarness V (2017) Class, culture and culinary tastes: Cultural distinctions and social class divisions in Centemporary Norway. *Sociology*. Epub ahead of print 26 January 2017.

- Flemmen M, Jarness V and Rosenlund L (2019) Class and status: on the misconstrual of the conceptual distinction and a neo-Bourdieuian alternative. *The British Journal of Sociology* 70(3): 816–866.
- Gandhi MK (2006) *An Autobiography or the story of my experiments with truth (tran. M Desai)*. Ahmedabad: Navajivan Publ. House.
- Ghosh J (2020) Hindutva, economic neoliberalism and the abuse of economic statistics in India. *South asia multidisciplinary academic journal* (24/25). Association pour la Recherche sur l'Asie du Sud. Epub ahead of print 15 December 2020. DOI: 10.4000/samaj.6882.
- Grebmer K von, Bernstein J, Wiemers M, et al. (2022) *Global hunger index: Food systems transformation and local governance*. *Global hunger index 2022*. Bonn, Germany: Deutsche Welthungerhilfe e.V.
- Grignon C and Passeron J-C (1989) *Le savant et le populaire. Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*. Hautes Etudes. Paris: Gallimard-Le Seuil.
- Claude Grignon and Christiane Grignon (1980) Styles d'alimentation et goûts populaires. *Revue Française de Sociologie* 21(4): 531.
- Halbwachs M (2015) *Le destin de la classe ouvrière: Préface de Christian Baudelot et Roger Estabiet*. Presses Universitaires de France.
- Harris M, Bose NK, Klass M, et al. (1966) The Cultural ecology of India's sacred cattle [and Comments and Replies]. *Current Anthropology* 7(1): 51–66.
- Hjellbrekke J and Jarness V (2022) Cultural divisions and time: Mapping diachronic homologies using class-specific MCA (CSA). *Bulletin of Sociological Methodology/Bulletin de Méthodologie Sociologique* 155(1). SAGE: 136–158.
- Jarness V and Friedman S (2017) 'I'm not a snob, but...': Class boundaries and the downplaying of difference. *Poetics* 61: 14–25.
- Jodhka SS and Naudet J (2023) Introduction. Studying caste: Conceptual currents and emergent perspectives. In: SS Jodhka and J Naudet (eds) *The Oxford handbook of caste*. Delhi: Oxford University Press.
- Khara T, Riedy C and Ruby MB (2020) "We have to keep it a secret" – The dynamics of front and backstage behaviours surrounding meat consumption in India. *Appetite*. Epub ahead of print 26 January 2020.
- Khare RS (1980) Food as nutrition and culture: Notes towards an anthropological methodology. *Social Science Information* 19(3). SAGE: 519–542.
- Laferté G (2014) Des études rurales à l'analyse des espaces sociaux localisés. *Sociologie* 5(4). Paris cedex 14: Presses Universitaires de France: 423–439.
- Lamont M and Molnár V (2002) The study of boundaries in the social sciences. *Annual Review of Sociology* 28: 167–195.
- Landy F (2009) *Feeding India: The spatial parameters of food grain policy*. New Delhi: Manohar Publishers & Distributors : Centre De Sciences Humaines.
- Lardinois R (2007) *L'invention de l'Inde. Entre ésotérisme et science*. Paris: CNRS Editions.
- Le Roux B (2014) *Analyse géométrique des données multidimensionnelles*. Paris: Dunod.
- Martin O (2020) *L'analyse quantitative des données*. 5e éd. 128. Malakoff: Armand Colin.
- Mayer N and Michelat G (2001) Subjective racism, objective racism: the French case. *Patterns of Prejudice* 35(4): 6.
- Natrajan B and Jacob S (2018) 'Provincialising' vegetarianism: Putting indian food habits in their place. *Economic and Political Weekly* LIII(9): 54–64.
- NSSO (2014) *Nutritional intake in India, 2004-2005*. 560. New Delhi (Inde): National Sample Survey Office.
- Paugam S, Cousin B and Giorgetti C, et al. (2017) *Ce que les riches pensent des pauvres*. Paris: Editions du Seuil.

- Peterson RA (1997) The rise and fall of highbrow snobbery as a status marker. *Poetics* 25(2): 75–92.
- Polanyi K (2009) *La grande transformation: aux origines politiques et économiques de notre temps* (ed. L. Dumont; trans. M. Angeno and C. Malamoud). Tel 362. Paris: Gallimard.
- Racine J (1980) Le riz en Inde et le problème alimentaire. *Les Cahiers d'Outre-Mer* 33(131). Persée - Portail des revues scientifiques en SHS: 227–258.
- Robette N (2024) GDAtools: Geometric data analysis. Available at: <https://cran.r-project.org/web/packages/GDAtools/index.html> (accessed 29 July 2024).
- Robette N and Roueff O (2017) L'espace contemporain des goûts culturels [The contemporary space of cultural tastes]. *Sociologie* 8(4): 369–394.
- Sébastien B (2020) Être végétarien et en bonne santé : un luxe ! Impacts de la politique alimentaire et de la politisation des habitudes alimentaires en Inde. *Les Cahiers d'Outre-Mer* n° 281(1): 79–103.
- Sølvberg LM and Jarness V (2019) Assessing contradictions: Methodological challenges when mapping symbolic boundaries. *Cultural Sociology*: 178–197.
- Srinivas MN (1956) A Note on sanskritization and westernization. *The Far Eastern Quarterly* 15(4): 481–496.
- Sriraman T (2018) *In Pursuit of proof: A History of identification documents in India. First edition.* New Delhi, India: Oxford University Press.
- Thivet D (2013) A nation without hunger? Threats to food security in contemporary India. In: *India's Human Security*. Routledge.
- Thivet D (2021) *Chapitre 9. La constitutionnalisation d'un droit à l'alimentation en Inde. In: Un monde sans faim. Académique.* Paris: Presses de Sciences Po, pp. 253–278. Available at: <https://www.cairn.info/un-monde-sans-faim-9782724627701-p-253.htm> (accessed 25 July 2024).
- Vaid D (2012) The caste-class association in India: An empirical analysis. *Asian Survey* 52(2): 395–422.
- Weber M (2019) *Les communautés* (eds C. Colliot-Thélène and É. Kauffmann). Paris: La Découverte.

Annexes

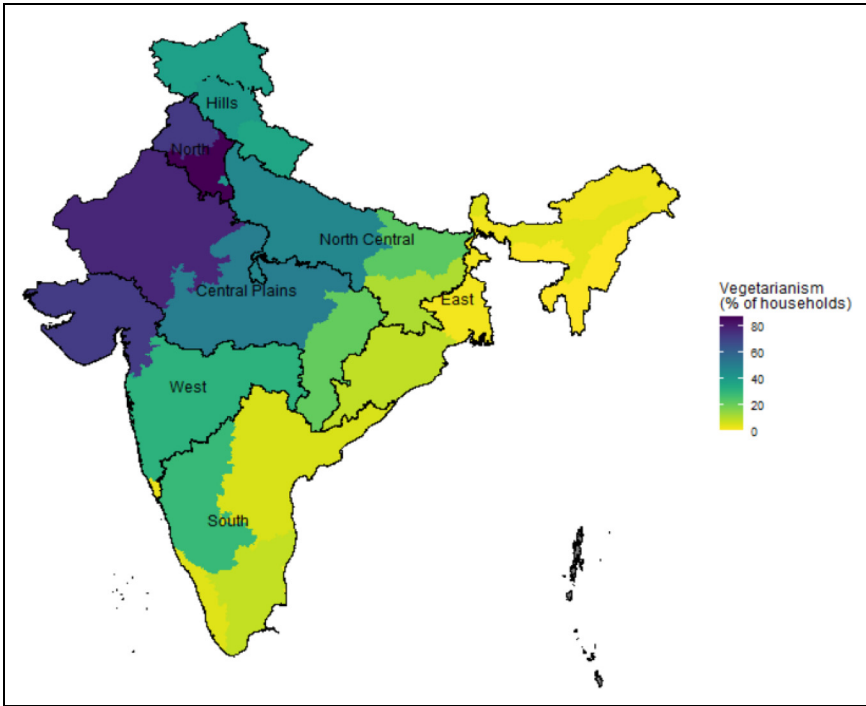


Figure A1. Segmentation spatiale du végétarisme

Note : la proportion de ménages végétariens est calculée au sein de chacun des Etats fédéraux indiens.

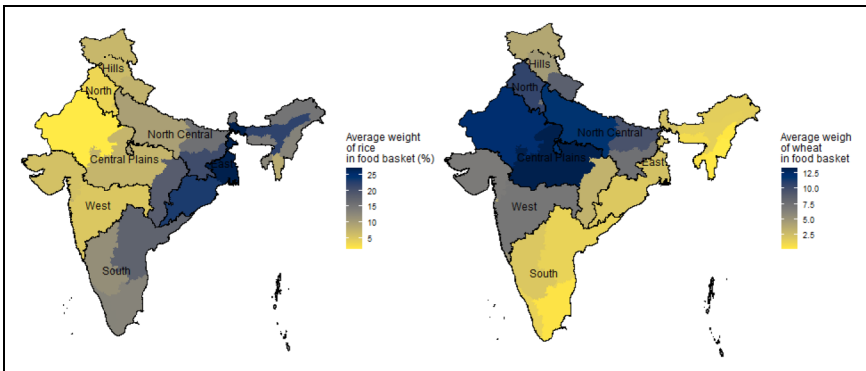


Figure A2. Segmentation spatiale du riz et du blé (poids budgétaire respectif dans le panier alimentaire des ménages)

Note : les coefficients budgétaires moyens consacrés au riz et au blé dans les dépenses alimentaires sont calculés au sein de chacun des Etats fédéraux indiens.

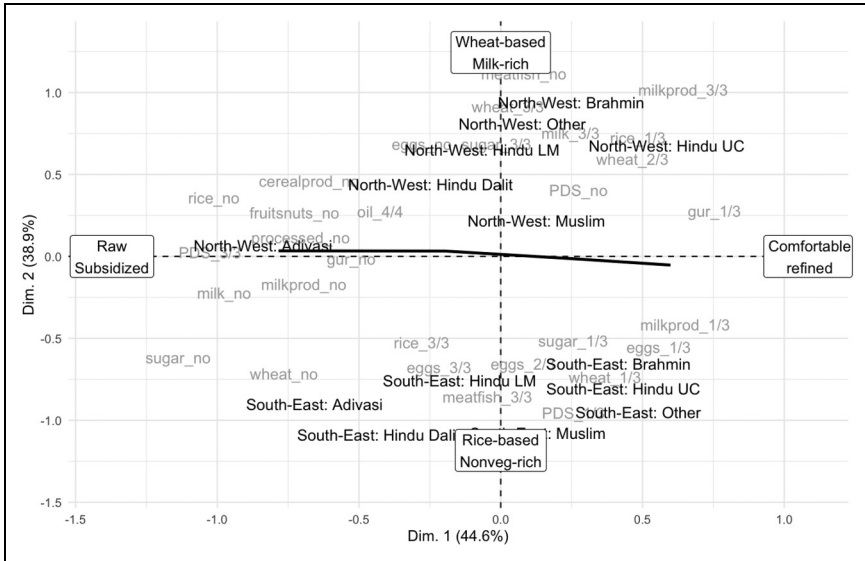


Figure A3. Projection des variables supplémentaires de position géographique et d'appartenance religieuse et de caste sur le premier plan factoriel de l'ACM

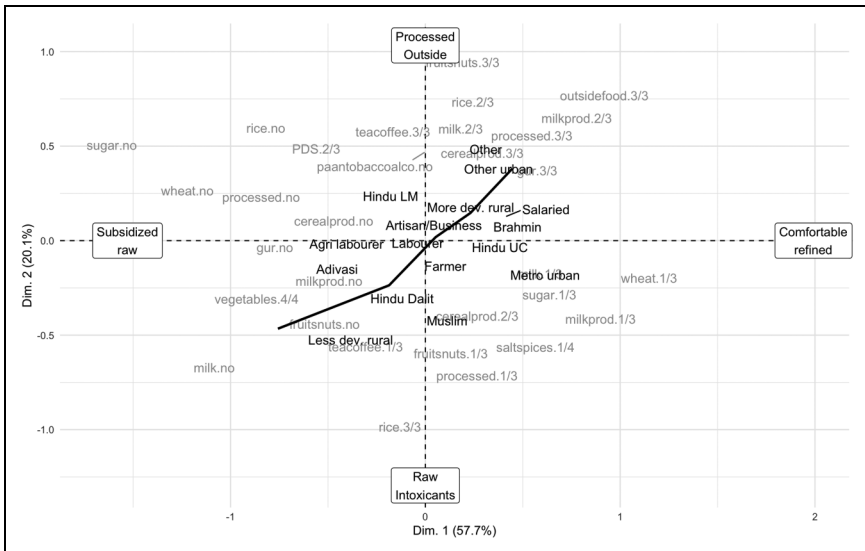


Figure A4. Projection des modalités actives les plus contributrices et des variables supplémentaires les plus structurantes sur le premier plan factoriel de l'ASC sur les ménages du Sud/Est de l'Inde

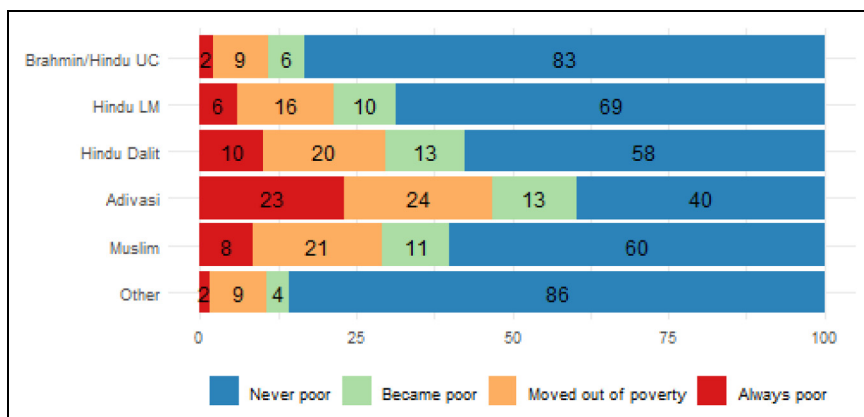


Figure A5. Statut de pauvreté des ménages en 2004-05 et 2011-12 suivant la caste et la religion

Tableau A1. Composition du panier alimentaire en Inde, pour tous les ménages et pour le premier et dernier quintile de niveau de vie

Good	All households	Q1	Q5
Rice	12,5	16,9	9,1
Wheat	6,2	7,4	4,9
Sugar	3,3	3,1	3,0
Other cereals	1,2	1,0	1,0
Pulses	6,0	7,2	5,0
Meat/Fish	8,3	7,9	8,3
Gur & sweeteners	1,4	1,1	1,5
Oil	8,5	9,7	7,2
Eggs	1,2	1,1	1,1
Milk	12,8	7,6	16,4
Milk products (butter...)	2,7	1,2	4,0
Cereal products (bread...)	2,0	1,6	2,4
Vegetables	13,4	14,5	12,8
Salt & spices	5,5	5,9	5,2
Tea/Coffee	2,4	1,8	2,6
Processed food	2,0	1,7	2,5
Paan, tobacco, alcohol	3,7	4,2	3,3
Fresh and dry fruits	3,0	1,4	4,9
Outside food	1,8	0,8	3,8
Subsidized food	2,1	3,8	0,9

Tableau A2. Fréquence, coordonnées et contributions des variables actives sur les deux premiers axes de l'ACM sur l'ensemble de l'Inde, de la CSA sur le Nord-Ouest et la CSA sur le Sud-Est

Item	Modalities	Frequency (%)	MCA on Indian households						CSA on North-Western households						CSA on South-Eastern households					
			Coordinates		Contribution		Coordinates		Contribution		Coordinates		Contribution		Coordinates		Contribution			
			Dim. 1	Dim. 2	Dim. 1	Dim. 2	Dim. 1	Dim. 2	Dim. 1	Dim. 2	Dim. 1	Dim. 2	Dim. 1	Dim. 2	Dim. 1	Dim. 2				
rice	no	0.13	-0.94	0.29	3.34	0.32	-1.03	0.56	3.60	1.54	-0.74	0.55	1.79	1.56						
	1/3	0.23	0.55	0.80	2.06	4.56	1.01	0.71	6.29	4.42	0.06	0.17	0.02	0.29						
	2/3	0.30	0.22	-0.08	0.41	0.06	-0.00	-0.43	0.00	2.13	0.33	0.68	0.81	5.66						
wheat	3/3	0.34	-0.21	-0.60	0.44	3.64	-0.31	-0.32	0.83	1.31	-0.05	-0.93	0.02	11.96						
	no	0.27	-0.70	-0.64	3.84	3.43	-0.48	0.03	1.68	0.01	-1.14	0.21	9.00	0.50						
	1/3	0.24	0.43	-0.66	1.32	3.22	0.07	-0.04	0.03	0.01	1.23	-0.15	9.22	0.21						
sugar	2/3	0.24	0.40	0.52	1.10	2.00	0.60	-0.28	2.31	0.69	0.06	-0.08	0.02	0.07						
	3/3	0.25	-0.04	0.84	0.01	5.36	-0.12	0.27	0.09	0.68	0.00	-0.01	0.00	0.00						
	no	0.16	-1.07	-0.54	5.40	1.46	-0.68	0.12	2.01	0.09	-1.69	0.46	11.78	1.37						
other cereals	1/3	0.29	0.32	-0.59	0.89	3.08	0.13	-0.12	0.13	0.15	0.72	-0.34	3.85	1.36						
	2/3	0.29	0.31	0.22	0.82	0.43	0.34	-0.32	0.89	1.10	0.21	0.05	0.32	0.03						
	3/3	0.26	-0.04	0.76	0.01	4.54	-0.09	0.41	0.06	1.62	0.01	0.05	0.00	0.02						
pulses	no	0.75	-0.16	-0.08	0.53	0.15	-0.15	-0.08	0.46	0.17	-0.15	-0.11	0.42	0.35						
	1/3	0.09	0.79	0.13	1.67	0.05	0.94	-0.04	2.15	0.01	0.48	0.20	0.54	0.15						
	2/3	0.08	0.44	0.27	0.48	0.18	0.44	0.20	0.44	0.13	0.41	0.24	0.35	0.19						
meat/fish	3/3	0.08	0.08	0.34	0.01	0.27	-0.12	0.58	0.03	1.00	0.43	0.54	0.36	0.92						
	1/4	0.25	0.22	-0.20	0.35	0.30	0.43	0.44	1.25	1.80	-0.05	-0.33	0.02	1.11						
	2/4	0.25	0.26	-0.05	0.47	0.02	0.32	0.02	0.67	0.00	0.14	0.07	0.13	0.05						
meat/fish	3/4	0.25	0.05	0.03	0.02	0.01	0.00	-0.27	0.00	0.69	0.09	0.13	0.05	0.17						
	4/4	0.25	-0.51	0.21	1.95	0.35	-0.74	-0.18	3.67	0.32	-0.17	0.13	0.19	0.17						
	no	0.32	0.01	1.04	0.00	10.54	0.22	1.13	0.40	15.46	-0.07	0.21	0.04	0.57						
meat/fish	1/3	0.22	0.07	-0.07	0.03	0.03	-0.05	-0.81	0.02	5.32	0.03	-0.11	0.01	0.11						
	2/3	0.23	0.03	-0.57	0.00	2.36	-0.08	-0.49	0.04	2.17	0.13	-0.25	0.10	0.62						
	3/3	0.23	-0.11	-0.78	0.09	4.35	-0.16	-0.30	0.17	0.79	-0.06	0.07	0.02	0.05						

(Continued)

Tableau A2. (continued)

Item	Modalities	Frequency (%)	MCA on Indian households						CSA on North-Western households						CSA on South-Eastern households													
			Coordinates			Contribution			Coordinates			Contribution			Coordinates			Contribution										
			Dim. 1	Dim. 2	Dim. 1	Dim. 2	Dim. 1	Dim. 2	Dim. 1	Dim. 2	Dim. 1	Dim. 2	Dim. 1	Dim. 2	Dim. 1	Dim. 2	Dim. 1	Dim. 2										
gur sweeteners	no	0.40	-0.64	-0.06	4.74	0.04	-0.57	0.07	3.47	0.07	-0.69	-0.09	4.87	0.12	1/3	0.20	0.69	0.21	2.68	0.26	0.79	-0.08	3.20	0.05	0.46	-0.05	1.05	0.02
	1/3	0.20	0.41	0.06	0.97	0.12	0.32	-0.06	0.55	0.03	0.46	-0.22	1.06	0.38	2/3	0.20	0.20	-0.15	0.23	0.14	0.06	0.00	0.02	0.00	0.48	0.44	1.16	1.56
	3/3	0.20	0.32	-0.23	0.68	0.35	0.47	0.27	1.34	0.64	0.07	0.30	0.03	0.80	1/4	0.23	0.24	-0.13	0.41	0.13	0.28	-0.09	0.49	0.08	0.18	-0.03	0.21	0.01
	2/4	0.24	0.00	-0.04	0.00	0.01	0.01	-0.25	0.00	0.64	0.01	-0.22	0.00	0.51	3/4	0.26	-0.49	0.35	1.89	0.99	-0.65	0.10	3.04	0.10	-0.23	-0.01	0.36	0.00
eggs	4/4	0.27	-0.16	0.76	0.38	8.41	-0.08	0.59	0.08	6.35	-0.20	0.13	0.46	0.31	no	0.48	0.51	-0.61	1.19	1.79	0.30	-0.73	0.38	3.25	0.64	-0.12	1.65	0.09
	1/3	0.16	0.15	-0.73	0.11	2.87	0.06	-0.49	0.01	1.64	0.19	-0.21	0.17	0.31	2/3	0.18	-0.15	-0.75	0.12	3.13	-0.11	-0.43	0.06	1.28	-0.23	-0.03	0.25	0.01
	2/3	0.18	-1.04	-0.30	6.58	0.55	-1.03	-0.15	5.89	0.18	-1.00	-0.62	5.33	0.26	3/3	0.21	0.22	-0.47	0.41	1.95	-0.12	-0.43	0.10	2.03	0.67	-0.23	3.33	0.61
	3/3	0.29	0.30	0.00	0.69	0.00	0.26	-0.25	0.46	0.61	0.14	0.54	0.14	3.12	no	0.26	0.31	0.82	0.68	4.95	0.76	0.93	3.67	7.79	-0.10	0.22	0.06	0.49
milk products	no	0.48	-0.66	-0.10	5.98	0.14	-0.69	-0.03	6.03	0.02	-0.58	-0.16	4.02	0.51	1/3	0.19	0.58	-0.49	1.92	1.41	0.30	-0.61	0.45	2.73	0.82	-0.36	3.30	1.04
	1/3	0.18	0.64	-0.02	2.08	0.00	0.57	-0.30	1.51	0.59	0.57	0.68	1.43	2/3	0.15	0.58	0.94	1.48	4.17	1.12	1.22	5.12	8.60	0.11	0.19	0.05	0.22	
	3/3	0.15	-0.74	0.39	5.17	1.50	-0.76	0.54	4.88	3.58	-0.55	0.16	2.50	0.32	no	0.32	-0.74	0.39	5.17	1.50	-0.76	0.54	4.88	3.58	-0.55	0.16	2.50	0.32
	1/3	0.22	0.51	0.14	1.61	0.14	0.62	-0.30	2.21	0.73	0.23	-0.29	0.28	0.74	2/3	0.23	0.33	-0.27	0.73	0.52	0.27	-0.30	0.47	0.81	0.35	-0.45	0.72	1.93
cereal products	3/3	0.23	0.24	-0.41	0.37	1.18	0.20	-0.18	0.24	0.26	0.21	0.52	2.46	no	0.23	0.24	-0.41	0.37	1.18	0.20	-0.18	0.24	0.26	0.21	0.52	2.46	2.46	

(Continued)

Tableau A2. (continued)

Item	Modalities	Frequency (%)	MCA on Indian households						CSA on North-Western households						CSA on South-Eastern households					
			Coordinates			Contribution			Coordinates			Contribution			Coordinates			Contribution		
			Dim. 1	Dim. 2	Dim. 1	Dim. 2	Dim. 1	Dim. 2	Dim. 1	Dim. 2	Dim. 1	Dim. 2	Dim. 1	Dim. 2	Dim. 1	Dim. 2	Dim. 1	Dim. 2		
vegetables	1/4	0.24	0.32	0.08	0.71	0.05	0.25	0.04	0.40	0.02	0.39	0.26	0.93	0.67	0.39	0.20	0.61	0.39		
	2/4	0.24	0.26	-0.05	0.47	0.02	0.20	-0.04	0.26	0.02	0.31	0.20	0.61	0.39	0.31	0.20	0.61	0.39		
	3/4	0.25	0.04	0.00	0.01	0.00	0.07	-0.11	0.03	0.11	-0.02	-0.09	0.00	0.08	-0.02	-0.09	0.00	0.08		
salt, spices	4/4	0.27	-0.57	-0.04	2.47	0.01	-0.48	0.10	1.60	0.10	-0.62	-0.33	2.60	1.21	-0.62	-0.33	2.60	1.21		
	1/4	0.24	0.35	-0.32	0.89	0.75	0.37	0.02	0.89	0.00	0.46	-0.51	1.33	2.61	0.46	-0.51	1.33	2.61		
	2/4	0.24	0.19	0.09	0.26	0.07	0.26	0.00	0.44	0.00	0.10	0.08	0.06	0.06	0.10	0.08	0.06	0.06		
tea, coffee	3/4	0.24	-0.00	0.23	0.00	0.38	-0.06	-0.08	0.02	0.06	-0.00	0.15	0.00	0.21	-0.00	0.15	0.00	0.21		
	4/4	0.27	-0.49	-0.00	1.90	0.00	-0.52	0.05	1.94	0.03	-0.51	0.26	1.75	0.76	-0.51	0.26	1.75	0.76		
	1/3	0.33	-0.23	-0.13	0.50	0.18	-0.26	-0.29	0.59	1.09	-0.23	-0.61	0.43	5.07	-0.23	-0.61	0.43	5.07		
processed food	2/3	0.33	0.26	0.04	0.65	0.02	0.26	-0.06	0.59	0.04	0.21	0.09	0.39	0.10	0.21	0.09	0.39	0.10		
	3/3	0.33	-0.03	0.09	0.01	0.08	0.00	0.35	0.00	1.54	0.01	0.53	0.00	3.74	0.01	0.53	0.00	3.74		
	no	0.25	-0.77	0.05	4.33	0.02	-0.60	0.56	2.40	2.93	-0.76	0.18	3.69	0.33	-0.76	0.18	3.69	0.33		
paan, tobacco, alcohol	1/3	0.25	0.23	0.05	0.39	0.02	0.22	-0.16	0.32	0.24	0.18	-0.66	0.22	4.46	0.18	-0.66	0.22	4.46		
	2/3	0.25	0.28	0.01	0.55	0.00	0.21	-0.25	0.30	0.58	0.27	-0.05	0.47	0.03	0.27	-0.05	0.47	0.03		
	3/3	0.25	0.27	-0.11	0.51	0.08	0.17	-0.15	0.19	0.21	0.31	0.53	0.60	2.89	0.31	0.53	0.60	2.89		
fruits, nuts	no	0.39	0.05	-0.04	0.03	0.02	0.12	0.29	0.15	1.24	0.00	0.47	0.00	3.51	0.00	0.47	0.00	3.51		
	1/3	0.21	0.19	0.05	0.21	0.01	0.13	-0.48	0.09	1.77	0.20	-0.52	0.21	2.27	0.20	-0.52	0.21	2.27		
	2/3	0.20	-0.05	0.14	0.02	0.12	-0.10	-0.14	0.05	0.15	-0.01	-0.32	0.00	0.86	-0.01	-0.32	0.00	0.86		
fruits, nuts	3/3	0.20	-0.24	-0.11	0.33	0.08	-0.27	0.07	0.39	0.03	-0.20	-0.05	0.20	0.02	-0.20	-0.05	0.20	0.02		
	no	0.32	-0.82	0.19	6.25	0.36	-0.86	0.27	6.15	0.86	-0.60	-0.39	2.89	1.96	-0.60	-0.39	2.89	1.96		
	1/3	0.23	0.39	0.13	0.98	0.11	0.44	-0.17	1.18	0.24	0.21	-0.55	0.26	2.75	0.21	-0.55	0.26	2.75		
fruits, nuts	2/3	0.23	0.37	-0.16	0.90	0.18	0.31	-0.22	0.60	0.43	0.35	0.10	0.71	0.10	0.35	0.10	0.71	0.10		
	3/3	0.23	0.40	-0.24	1.02	0.38	0.44	0.02	1.15	0.00	0.27	1.00	0.42	9.09	0.27	1.00	0.42	9.09		

(Continued)

Tableau A2. (continued)

Item	Modalities	Frequency (%)	MCA on Indian households						CSA on North-Western households						CSA on South-Eastern households					
			Coordinates			Contribution			Coordinates			Contribution			Coordinates			Contribution		
			Dim. 1	Dim. 2	Dim. 1	Dim. 2	Dim. 1	Dim. 2	Dim. 1	Dim. 2	Dim. 1	Dim. 2	Dim. 1	Dim. 2	Dim. 1	Dim. 2	Dim. 1	Dim. 2		
outside food	no	0.73	-0.23	0.19	1.11	0.80	-0.16	0.20	0.47	1.10	-0.25	-0.07	1.12	0.15						
	1/3	0.09	0.56	-0.32	0.85	0.29	0.41	-0.81	0.41	2.32	0.42	-0.52	0.43	1.03						
	2/3	0.09	0.56	-0.53	0.86	0.79	0.40	-0.48	0.40	0.80	0.56	0.31	0.74	0.36						
PDS	3/3	0.09	0.71	-0.67	1.27	1.20	0.43	-0.29	0.43	0.28	1.00	0.82	2.22	2.39						
	no	0.46	0.34	0.48	1.57	3.19	0.43	0.04	2.25	0.03	0.20	-0.25	0.46	1.20						
	1/3	0.20	0.18	-0.88	0.19	4.75	0.02	-0.01	0.00	0.00	0.62	0.02	1.98	0.00						
	2/3	0.17	-0.24	-0.36	0.27	0.65	-0.11	-0.11	0.05	0.07	-0.64	0.54	1.76	1.99						
	3/3	0.17	-0.92	0.10	4.16	0.05	-1.10	0.01	5.34	0.00	-0.64	0.13	1.77	0.12						

Tableau A3. Corrélation entre les axes de l'ACM sur l'ensemble de l'Inde et les CSAs sur le Nord-Ouest et le Sud-Est

		CSA on North-West		CSA on South-East	
		Dim 1	Dim 2	Dim 1	Dim 2
MCA on India	Dim 1	0.97	-0.14	0.96	0.11
	Dim 2	0.26	0.80	-0.26	0.24